

Travail et Revenus pour les Jeunes Hommes et Femmes en Afrique : Le Cas de l'Ouganda

*John Mutenyo,
Faisal Buyinza,
Vincent F. Ssenono
et
Wilson Asiimwe*

Documents de travail GSYE-014

AFRICAN ECONOMIC RESEARCH CONSORTIUM
CONSORTIUM POUR LA RECHERCHE ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE

*Apporter de la rigueur et des éléments de preuve à
l'élaboration des politiques économiques en Afrique*

Travail et Revenus pour les Jeunes Hommes et Femmes en Afrique : Le Cas de l'Ouganda

Par

John Mutenyo

École d'économie, Université de Makerere

Faisal Buyinza

École d'économie, Université de Makerere

Vincent F. Ssenono

Bureau des statistiques de l'Ouganda

et

Wilson Asiimwe

Ministère des finances,

*de la planification et du développement économique,
Ouganda*

CREA Document de Travail GSYE-014

Consortium pour la Recherche Economique en Afrique, Nairobi
janvier 2023

CETTE ÉTUDE DE RECHERCHE a été rendue possible grâce à une subvention du Consortium pour la Recherche Economique en Afrique. Toutefois, les conclusions, opinions et recommandations sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les points de vue du Consortium, de ses membres individuels ou du Secrétariat du CREA.

Publié par : Le Consortium pour la Recherche Economique en Afrique
B.P. 62882 - City Square
Nairobi 00200, Kenya

© 2023, Consortium pour la Recherche Economique en Afrique.

Table des matières

Liste des tableaux

Liste des figures

Liste des abréviations et acronymes

Résumé

Remerciements

1.	Introduction	1
2.	Une brève revue de la littérature	7
3.	Sources de données et méthodes	8
4	Résultats	17
5.	Conclusion et recommandations politiques	56
	Remarques	59
	Références	60
	Annexe : Dérivés détaillés du modèle de multiplicateur pour les MCS	63

Liste des tableaux

1.	Classification des liens en amont et en aval forts et faibles	13
2.	Répartition en pourcentage des travailleurs par secteur et par région	18
3.	Contribution des jeunes et des femmes à la valeur ajoutée sectorielle	20
4.	Multiplicateurs de la production sectorielle et des produits de base décomposés	22
5.	Multiplicateurs du revenu du travail par catégorie de jeunes, de genre et de compétences	24
6.	Classification des secteurs faibles et forts en matière de création d'emplois pour les jeunes et de production sectorielle	28
7.	Impact sur le PIB, l'emploi FTE des jeunes et des femmes suite à une augmentation de la demande de 10 milliards d'Ush	31
8.	Caractéristiques générales des jeunes par genre	38
9.	Répartition en pourcentage du niveau de qualification de la main-d'œuvre par genre, résidence et région	39
10.	Répartition en pourcentage du secteur d'emploi par genre	39
11.	Répartition en pourcentage des étapes de transition des jeunes selon les variables de base	40
12.	Emploi, profession des jeunes par genre	40
13.	Proportion de jeunes par statut d'emploi et par variables de contexte (%)	42
14.	Situation dans l'emploi par variables contextuelles	43
15.	Chômage et potentiel d'inégalité de la population active	44
16.	Secteur d'emploi par niveau de qualification	45
17.	Taux d'activité de la population active par niveau d'instruction	46
18.	Déterminants de la participation à la vie active et de l'emploi à temps plein	47
19.	Effet marginal de la participation à la population active	50
20.	Déterminants de l'équivalent temps plein des heures travaillées par semaine	51
21.	Effets marginaux pour le type d'emploi	54

Liste des figures

1.	Liens en amont et en aval	26
2.	Emploi des jeunes et multiplicateur de production	29
3.	Emploi des femmes et multiplicateur de production	30
4.	Estimation de la densité de Kernel de l'inégalité d'accès à l'emploi par genre et heures effectives travaillées par semaine	36
5.	Mesure de l'inégalité du coefficient de Gini dans les heures hebdomadaires travaillées par genre	36
6.	Heures hebdomadaires moyennes travaillées par les jeunes par région et par résidence	37

Liste des encadrés

1.	Corrélations entre les multiplicateurs sur la base de la MCS 2016/17	33
----	--	----

Liste des abréviations et acronymes

BAD	Banque africaine de développement
BTJET	Enseignement et formation techniques et professionnels
COVID-19	Maladie du virus de la Corona 2019
EDA	Analyse diagnostique de l'emploi
EPI	Indicateur de potentiel d'exportation
FTE	Équivalent temps plein
PIB	Produit intérieur brut
HS	Système harmonisé
OIT	Organisation internationale du travail
IMR	Ratio inverse de Mills
IPR	Ratio de pénétration des importations
ITC	Centre du commerce international
IV	Variables instrumentales
LFPR	Taux de participation à la population active
MoGLSD	Ministère du genre, du travail et du développement social
NDP	Plan de développement national
NLFS	Enquête nationale sur la main-d'œuvre
PDI	Indicateur de diversification des produits
SAM	Matrice de comptabilité sociale
SDG	Objectif de développement durable
SIDA	Agence suédoise de coopération internationale au développement
PME	Petites et moyennes entreprises
SSA	Afrique sub-saharienne (SSA)
SUT	Tableaux des approvisionnements et des utilisations
UBoS	Bureau des statistiques de l'Ouganda
UIA	Autorité d'investissement de l'Ouganda
UN	Nations Unies
UNHS	Enquête nationale sur les ménages en Ouganda
YLP	Programme pour les moyens de subsistance des jeunes

Résumé

Cette étude se propose d'entreprendre une étude approfondie du pays pour établir les secteurs économiques ayant les multiplicateurs les plus élevés et le potentiel de création d'opportunités d'emploi pour les jeunes en Ouganda. L'étude a utilisé l'enquête nationale sur les ménages ougandais (UNHS 2019/20) et la matrice de comptabilité sociale (SAM 2016/17) pour l'Ouganda. L'étude utilise une analyse descriptive et une approche multiplicatrice ainsi qu'une analyse de régression en estimant un modèle probit de Heckman à deux étapes. Premièrement, l'étude examine le potentiel d'emploi et les liens entre les différents secteurs avec des emplois décents pour les jeunes en utilisant l'analyse des multiplicateurs. Deuxièmement, l'étude analyse l'emploi des jeunes en équivalent temps plein dans les secteurs en tenant compte des questions de genre en estimant les modèles de régression à deux niveaux probit et Tobit-Heckman. Cette étude révèle que davantage de jeunes femmes sont employées dans des emplois indépendants non agricoles, tandis que les jeunes hommes sont principalement employés dans des emplois salariés non agricoles. En outre, l'étude montre que le travail agricole emploie la plupart des jeunes par rapport aux autres secteurs. De plus, les résultats montrent que le travail indépendant non agricole est une source importante d'emploi des jeunes dans toutes les régions. Les résultats de la régression montrent que l'emploi des jeunes est fortement lié à leur niveau d'éducation, à leur niveau de qualification et à leur lieu de résidence. Cela souligne la nécessité pour les décideurs politiques d'être conscients du gradient rural-urbain, de la qualification et de la remise à niveau des compétences des jeunes dans des secteurs spécifiques pour la création potentielle d'emplois décents. Il est également nécessaire de promouvoir la valeur ajoutée et de soutenir l'agro-transformation et la substitution des importations, en particulier les entreprises qui utilisent des intrants locaux, afin de créer des opportunités d'emploi pour les jeunes.

Remerciements

Nous tenons à exprimer notre profonde gratitude au Consortium pour la recherche économique en Afrique (CREA) pour tout le soutien qui a rendu possible la réalisation de cette recherche. Nous sommes également éternellement reconnaissants au Secrétariat INCLUDE pour son soutien technique et financier, ainsi que le Forum de recherche économique (ERF) et l'Institut de développement d'outre-mer (ODI) pour leur soutien intellectuel. Nous aimerions également remercier les personnes ressources qui ont guidé l'ensemble du processus par des commentaires et des suggestions approfondis qui ont façonné cette étude du début à la fin. Les conclusions et les opinions exprimées dans ce document sont exclusivement celles des auteurs. Elles ne représentent pas nécessairement les points de vue du CREA ou de toute autre organisation liée à ce projet. Les auteurs sont donc les seuls responsables du contenu et des erreurs de ce document.

1. Introduction

Contexte

La jeunesse africaine est au cœur de la transformation économique du continent, étant donné que les deux tiers de sa population sont composés de personnes âgées de moins de 35 ans. En tant que tels, ils constituent le plus grand groupe d'entrants sur le marché du travail, ce qui a une forte incidence sur le développement du continent. Cependant, malgré ces ressources humaines, les pays africains sont confrontés à une hausse du chômage chez les jeunes, le chômage étant plus élevé chez les jeunes femmes. Les jeunes, hommes et femmes, sont confrontés à de nombreux défis lorsqu'ils entrent sur le marché du travail, notamment l'obtention d'un emploi et, surtout, d'un emploi décent qui leur permettrait de vivre au-dessus du seuil de pauvreté. S'ils ont de la chance et trouvent un emploi, la majorité d'entre eux travaillent dans le secteur informel, ce qui les maintient sous le seuil de pauvreté. On estime que plus de 98 % des jeunes d'Afrique subsaharienne (ASS) qui trouvent un emploi sont dans le secteur informel (OIT, 2017 ; van Waeyenberge & Bargawi, 2018).

Le problème du chômage des jeunes a été identifié au niveau mondial comme une bombe à retardement (Mwesigye, 2014), en particulier pour les pays en développement dont la composition démographique penche de plus en plus vers une population plus jeune. Ce phénomène a été mis en évidence lors du soulèvement du printemps arabe, où les jeunes étaient au cœur du problème en raison du manque d'emplois décents et de moyens de subsistance. L'agitation sociale qui a débouché sur un soulèvement de masse a eu des effets dévastateurs sur l'économie. Ainsi, la création d'emplois décents pour les jeunes afin de leur permettre de gagner leur vie est un moyen important d'éviter de tels conflits. Outre le chômage des jeunes, l'autonomisation économique des femmes est un moyen important de parvenir à l'égalité des genres et d'améliorer les moyens de subsistance des femmes, en particulier des jeunes femmes. Le cinquième objectif de développement durable (ODD, ONU, 2015) appelle à la réalisation de l'égalité des genres et de l'autonomisation de toutes les femmes et les filles d'ici 2030. De même, l'Agenda 2030 pour le développement durable met l'accent sur l'emploi productif et le travail décent pour les jeunes. L'Agenda reconnaît que, pour réduire la pauvreté, promouvoir la croissance économique et la paix et la prospérité pour tous, il est nécessaire de créer des emplois décents pour les jeunes. L'Agenda met également l'accent sur l'augmentation du nombre de jeunes et d'adultes

ayant des compétences techniques et professionnelles pertinentes pour l'emploi, les emplois décents et l'entrepreneuriat.

Le chômage en général et pour les jeunes en particulier pose des conséquences socio-économiques et politiques sans précédent aux pays en développement comme l'Ouganda. Le chômage des jeunes est exacerbé par les défis supplémentaires d'une population de jeunes qui est considérablement plus élevée dans le pays, de la faiblesse des marchés du travail national et de la persistance de niveaux élevés de pauvreté (UBoS, 2019/20). De nombreuses études affirment que le chômage et le sous-emploi des jeunes constituent une menace pour la stabilité sociale, économique et politique des nations (Urdal, 2006, 2012 ; Collier & Hoeffler, 2002 ; Miguel et al., 2004 ; Lin et Xu, 2016.). La présence de cette explosion de la jeunesse augmente considérablement le risque d'éclatement de conflits.

Malheureusement, selon l'Organisation internationale du travail (OIT, 2017), même si les perspectives de l'économie mondiale semblaient prometteuses, notamment avant l'apparition de la pandémie de COVID-19, elles ne se sont pas accompagnées de créations d'emplois, et les jeunes risquent d'être davantage confrontés au chômage. Pire encore, le taux de chômage mondial des jeunes est trois fois supérieur à celui des adultes, et au cours des deux dernières décennies, on a constaté une baisse significative du taux de participation à la population active (TPA) des jeunes, qui est passé de 55,0 % en 1997 à 45,7 % en 2017 (OIT, 2017).

La Banque mondiale fait remarquer que l'Ouganda a l'une des populations les plus jeunes et à la croissance la plus rapide au monde (Banque mondiale, 2015). Environ 53% de la population ougandaise a moins de 15 ans, ce qui est supérieur à la moyenne de 43,2% de l'Afrique subsaharienne. Le taux de participation des jeunes (18-30 ans) à la population active était de 57,3 % en 2016/17 (UBoS, 2019/20). L'obtention d'un emploi décent en Ouganda est l'une des tâches les plus difficiles pour la plupart des jeunes : instruits, semi-instruits et non instruits, hommes et femmes, valides et handicapés (OIT, 2017). Selon The Guardian (2013), le chômage des jeunes en Ouganda est le plus élevé d'Afrique. De plus, le taux de chômage des jeunes en Ouganda est estimé à 62% (Action Aid, 2012). La Banque africaine de développement a chiffré le chômage des jeunes en Ouganda à un taux encore plus élevé de 83 %, dont 64 % sont âgés de 24 ans et moins (BAD, 2013 ; Kheng et al., 2017). Plus de 87% des jeunes en Ouganda travaillent dans des emplois précaires, à faible revenu et souvent dangereux dans le secteur informel ou dans des activités familiales génératrices de revenus peu ou pas rémunérées du tout. Il est également supposé que le système éducatif actuel en Ouganda peut empêcher les jeunes d'acquérir les compétences pertinentes compatibles avec les exigences du marché du travail. Par conséquent, les jeunes (18-30 ans) en Ouganda restent très sensibles à l'évolution des opportunités de travail et connaissent des transitions difficiles entre l'école et les emplois décents qui sont très rares.

On estime que plus de 400 000 jeunes entrent dans la population active et se concurrencent pour 9 000 emplois par an en Ouganda. Ce phénomène est exacerbé par ceux qui quittent le secteur agricole dans les zones rurales à la recherche d'emplois

urbains. En réponse, le gouvernement a tenté de réduire le problème de l'emploi des jeunes en concevant et en mettant en œuvre un certain nombre de stratégies. Parmi celles-ci, on peut citer : la fourniture de capital de démarrage (programme de subsistance des jeunes), l'instauration d'un climat d'investissement favorable, la mise en place de programmes de formation des jeunes, entre autres.

Fonds de subsistance pour les jeunes et SACCO (coopératives d'épargne et de crédit) pour les jeunes.

Le programme de moyens de subsistance des jeunes (YLP) a été développé pour les jeunes chômeurs et pauvres du pays. Le programme a débuté en 2013, ciblant les jeunes de la tranche d'âge 18-30 ans. Il couvrait 112 districts et disposait d'un budget de 265 milliards d'Ush. Les principaux objectifs du programme étaient de fournir aux jeunes des compétences professionnelles en tant qu'outils pour l'auto-emploi et de faire de l'entrepreneuriat des jeunes une compétence de vie et une partie intégrante des moyens de subsistance des jeunes. Les groupes de jeunes ont reçu un soutien et des fonds renouvelables sans intérêt à condition qu'ils lancent un projet entrepreneurial. L'obtention d'un prêt ne nécessitait pas de garantie, mais plutôt la constitution de SACCO par les jeunes. Les principaux défis du programme comprenaient la forte demande par rapport aux ressources limitées. D'autres sont : le désir d'avoir des fonds gratuits, la préférence des jeunes pour les emplois salariés et le besoin de résultats immédiats.

Créer un climat propice aux investissements

La création de l'Autorité d'investissement de l'Ouganda (UIA) au début des années 1990 avait pour but de fournir un centre d'investissement unique aux investisseurs potentiels qui créeraient ensuite des emplois pour les Ougandais, en particulier les jeunes. Bien qu'il y ait eu une augmentation des investissements, dans une certaine mesure, l'objectif n'a pas été atteint car certains investisseurs viennent avec leurs propres travailleurs, tandis que d'autres apportent une valeur ajoutée minimale à leurs produits, ce qui limite la création d'emplois. En outre, il existe une ségrégation entre les entreprises locales et les entreprises étrangères par l'UIA. Les entreprises étrangères bénéficient de plusieurs avantages tels que des exonérations fiscales, des terrains gratuits pour la construction d'usines, contrairement aux entreprises locales qui doivent supporter tous les coûts, alors que les entreprises locales emploient principalement de la main-d'œuvre locale. Par ailleurs, la politique fiscale ougandaise ne favorise pas les petites et moyennes entreprises (PME), sans parler des tarifs élevés de l'électricité. Plusieurs études ont souligné que ces deux facteurs constituaient les principaux obstacles à la performance des entreprises. Il n'est donc pas étonnant que plus de 50 % des PME ne parviennent pas à fêter leur premier anniversaire. Le climat d'investissement ne favorise donc pas les entreprises locales, ce qui limite la création d'emplois.

Promotion des compétences chez les jeunes

Depuis 1997, le gouvernement s'est lancé dans la remise à niveau des compétences des jeunes en redéfinissant le programme des écoles secondaires et en promouvant délibérément l'éducation et la formation commerciales, techniques et professionnelles (BTJET). L'objectif était d'autonomiser les jeunes, en particulier ceux qui abandonnent l'école ou ceux qui ne sont pas en mesure d'accéder à des établissements d'enseignement supérieur (Autorité nationale de planification [NPA]. 2015). Par ailleurs, le gouvernement a mis l'accent sur l'enseignement de l'entrepreneuriat dans les établissements d'enseignement supérieur afin de doter les jeunes de compétences commerciales comme stratégie d'auto-emploi en cas d'échec dans l'obtention d'un emploi salarié. Malheureusement, le nombre d'inscriptions dans les institutions BTJET reste faible et la plupart d'entre elles ne disposent pas des infrastructures nécessaires, comme des laboratoires, de sorte que les étudiants se retrouvent avec des théories et peu de compétences pratiques.

Globalement, malgré ces interventions, le problème du chômage des jeunes est resté élevé en Ouganda et probablement le plus élevé du continent. Par conséquent, il est nécessaire d'identifier les secteurs qui ont le potentiel de fournir aux jeunes des emplois descendants et de concevoir des stratégies qui permettent la création d'emplois décents pour les jeunes. Selon l'OIT (2017), un emploi décent implique des possibilités de travail productif et offrant un revenu équitable, la sécurité sur le lieu de travail et la protection sociale pour les familles, de meilleures perspectives de développement personnel et d'intégration sociale, la liberté pour les jeunes d'exprimer leurs préoccupations, de s'organiser et de participer aux décisions qui affectent leur vie et l'égalité des chances et de traitement pour tous les jeunes, hommes et femmes.

On ne sait toujours pas ce qui fonctionne pour aider les jeunes sur le marché du travail. C'est l'une des questions les plus courantes et les plus pressantes que se posent aujourd'hui les décideurs politiques et les praticiens. D'autres questions urgentes restent sans réponse : Quelles sont les interventions les plus efficaces pour stimuler l'emploi productif pour les groupes hétérogènes, en particulier les ruraux/urbains, les hommes/femmes, les handicapés/non handicapés, les instruits/non instruits, les qualifiés/non qualifiés, les personnes ayant accès au financement/aux ressources/ aucun accès aux ressources. Dans quels secteurs et emplois les jeunes et les femmes sont-ils engagés ?

Les recherches visant à déterminer comment les jeunes peuvent s'engager et gagner leur vie de manière décente constituent un élément clé dans l'élaboration de politiques visant à lutter contre le chômage des jeunes. Cette étude a pour but de contribuer à l'identification des secteurs économiques qui peuvent générer plus d'emplois pour les jeunes.

Objectifs de l'étude

L'objectif principal de cette étude était donc d'entreprendre une étude approfondie du pays afin d'informer les décideurs politiques et les praticiens du développement sur les secteurs économiques ayant les multiplicateurs les plus élevés et le potentiel de créer des opportunités d'emploi décent pour les jeunes. L'étude a tenté de répondre aux objectifs spécifiques suivants :

- i. Identifier les secteurs de croissance les plus prometteurs et les activités qui ont le potentiel d'améliorer l'emploi des jeunes, et pourquoi ?
- ii. Identifier les inégalités relatives au genre, à l'espace ou au contexte socio-économique, et leurs effets sur l'accès des jeunes à l'emploi dans les secteurs de croissance.
- iii. Identifier les facteurs qui sous-tendent l'accès des jeunes aux opportunités d'emploi dans les secteurs de croissance.

Importance de l'étude

Compte tenu des défis actuels et futurs que les jeunes peuvent rencontrer sur le marché du travail, les conclusions de notre étude peuvent intéresser le gouvernement ougandais et d'autres parties prenantes dans les contextes du développement de la main-d'œuvre, de l'éducation, de l'assurance chômage, de la politique de la jeunesse ou de la politique macroéconomique. Les résultats de notre étude font la lumière sur les politiques de jeunesse efficaces afin de relever les défis et les incertitudes concernant ce qui fonctionne, pour qui, dans quel secteur, pour les jeunes hommes et femmes. Notamment, cette étude fournit des preuves empiriques sur la participation des jeunes au travail dans les différents secteurs de l'économie par genre. Cela devrait aider le gouvernement et les autres parties prenantes à élaborer des politiques fondées sur des données probantes pour lutter contre le chômage des jeunes dans l'économie. Dans le même temps, notre étude met en lumière les politiques existantes, en particulier celles qui ont fonctionné et celles qui n'ont pas fonctionné, et pourquoi. On ignore encore beaucoup de choses sur les meilleures politiques d'intervention en matière d'emploi et sur la manière dont elles agissent sur les jeunes vulnérables. Ainsi, cette étude met en lumière les interventions qui peuvent être utiles pour absorber les jeunes dans des emplois décents dans les différents secteurs de l'économie.

En outre, les résultats de l'étude contribuent à la littérature existante sur l'emploi décent des jeunes dans les secteurs porteurs de croissance en ajoutant les dimensions de genre, rurale-urbaine et sectorielle. Dans le cas de l'Ouganda, on sait peu de choses sur l'emploi des jeunes à un niveau sectoriel avec une désagrégation par genre. Cette désagrégation est utile dans le cas où une politique cible un genre spécifique. Par

exemple, si le gouvernement souhaite aider les jeunes femmes, il doit se concentrer sur des secteurs tels que l'agriculture, le commerce et le tourisme, où les femmes sont plus nombreuses que les hommes.

Sur le plan analytique, en plus d'utiliser des ensembles de données nationales récentes (2019/20), cette étude va plus loin en utilisant le concept d'équivalent temps plein (ETP), qui mesure le temps total passé dans un emploi donné plutôt que l'approche conventionnelle qui mesure simplement la participation d'une personne au marché du travail. L'étude génère de nouvelles perspectives pour les politiques fondées sur des preuves concernant la nature de l'activité économique des jeunes dans les activités agricoles et non agricoles au niveau sectoriel. Enfin, nous incluons l'effet spatial sur l'emploi des jeunes afin d'analyser comment les modèles d'emploi sectoriel et fonctionnel changent dans les zones urbaines et rurales du pays.

2. Une brève revue de la littérature

Le rapport d'analyse diagnostique de l'emploi (EDA) (ministère du Genre, du Travail et du Développement social [MoGLSD], 2018) évalue les tentatives du gouvernement ougandais de promouvoir la transformation structurelle des activités et des exportations riches en emplois hautement productifs (Coorary et al., 2017). L'EDA souligne la nécessité d'une approche globale et cohérente de la création d'emplois rémunérateurs émergeant de différents niveaux : macro, sectoriel et micro. Cependant, le rapport ne fournit pas d'informations suffisantes et précises sur le potentiel d'emploi de certains secteurs ou chaînes de valeur spécifiques.

D'autre part, Haussmann et al. (2014), distinguent les produits qui équilibrent le désir d'accroître la diversification et la complexité de la production, tout en ne sollicitant pas trop les capacités existantes (la transformation dite parcimonieuse) et ceux qui sont plus complexes mais à la portée des capacités actuelles du pays (paris stratégiques). Ils désignent la transformation alimentaire et l'agrochimie comme les produits les plus importants pour l'Ouganda dans le cadre de la stratégie de transformation parcimonieuse, tandis que la construction et les matériaux industriels ont été identifiés dans le cadre des paris stratégiques.

Le Centre du commerce international (CCI) a développé deux indicateurs pour identifier les secteurs potentiellement prometteurs : L'indicateur de potentiel d'exportation (EPI) et l'indicateur de diversification des produits (PDI), tous deux basés sur les données d'exportation au niveau de la classification du système harmonisé (SH) à six chiffres, englobant environ 4 000 produits (Cheang et al., 2018).¹ Kucera (2019) résume les valeurs du potentiel d'exportation inexploité de l'Ouganda pour les 25 premiers produits selon l'EPI, ainsi que les 25 premiers produits selon le PDI et il souligne l'utilité de fournir aux décideurs politiques un large éventail d'options hiérarchisées. Cependant, l'une des faiblesses de la méthode ITC est qu'elle se concentre sur les produits primaires sans valeur ajoutée, ce qui limite la création d'emplois rémunérateurs et va à l'encontre des objectifs de l'EDA.

À cette fin, il est tout d'abord nécessaire d'évaluer la structure de l'économie par secteur afin d'identifier ceux qui présentent un fort potentiel d'emploi et qui devraient être promus comme moteurs de la croissance économique. Cela permettra explicitement au gouvernement et aux décideurs politiques d'établir le potentiel du pays. Deuxièmement, il est nécessaire de comprendre et d'établir la valeur ajoutée existante et potentielle dans la production des produits prometteurs par les différents secteurs et sous-secteurs de l'économie. Troisièmement, il est important de connaître le statut actuel de l'emploi et la croissance potentielle des emplois décents dans les secteurs moteurs de l'économie.

3. Sources de données et méthodologies

Notre analyse empirique s'appuie sur deux ensembles de données. Premièrement, nous utilisons l'enquête nationale sur les ménages de l'Ouganda (UNHS) 2019-2020 pour décomposer le paiement agrégé au travail saisi dans la matrice de comptabilité sociale (SAM) et identifier les inégalités liées au genre, aux caractéristiques spatiales ou socio-économiques, ainsi que pour estimer leurs effets sur l'accès des jeunes à l'emploi dans les secteurs de croissance. L'ensemble de données de l'UNHS, qui est le 7e d'une série de données transversales collectées par le Bureau des statistiques de l'Ouganda, est préféré car il est riche, représentatif au niveau national et la méthode de collecte des données est robuste (UBoS, 2019/20²). L'UNHS couvre un total de 15 110 ménages par rapport à la NLFS qui ne compte que 4 105 ménages complets. Plus important encore, l'UNHS est conçue pour permettre des estimations distinctes au niveau national (pour les zones urbaines et rurales) et pour les 15 sous-régions de l'Ouganda, contrairement à la NLFS qui ne compte que cinq sous-régions. Cet ensemble de données comporte un module spécifique sur la main-d'œuvre qui fournit des informations détaillées sur le statut d'emploi, l'éducation, la profession, les secteurs d'emploi et d'autres caractéristiques socio-économiques individuelles et des ménages, notamment l'âge, le genre, la résidence et la localité, les secteurs d'activité, entre autres. Nous utilisons ces informations pour décomposer le paiement global à la main-d'œuvre par niveau de qualification, groupe d'âge et genre. De plus, nous utilisons les informations désagrégées pour générer les multiplicateurs d'emploi par secteur et par production. Ainsi, les données de l'UNHS sont très utiles pour décomposer le paiement agrégé de l'emploi/travail en différents sous-groupes.

Deuxièmement, l'étude utilise la matrice de comptabilité sociale la plus récente (SAM 2016/17) qui est une version avancée du tableau des intrants et des extrants (I-O) et des tableaux d'approvisionnement et d'utilisation (SUT) pour développer un modèle multiplicateur permettant d'identifier les secteurs de croissance les plus prometteurs de l'économie (Bandra & Kelegama, 2008). La MCS est un cadre qui saisit les transactions (liens et fuites) entre tous les agents économiques du pays via les marchés des facteurs et des produits (Round, 2003). La MCS 2016/17 fournit des informations agrégées sur tous les transferts et les transactions réelles concernant la production, ainsi que la génération, la répartition et l'utilisation des revenus entre les secteurs et les institutions (y compris les différentes industries nationales, les groupes de ménages, les entreprises

et les gouvernements) dans l'économie au cours de l'année en question. La MCS contient 435 comptes, à savoir 186 comptes d'activité de production, représentant les industries qui produisent des biens et services dans l'économie, 186 comptes de marchandises représentant les biens et services produits par les industries nationales et les importations qui sont utilisés dans la production, la consommation finale et les exportations. Il y a également deux comptes pour les marges commerciales et de transport, cinq comptes pour les impôts directs et indirects, 17 comptes de facteurs comprenant un compte de capital et 16 comptes de travail. Les comptes du travail se distinguent par les niveaux de qualification (non qualifié, semi-qualifié, qualifié et hautement qualifié), le milieu rural/urbain et le genre. Il existe également 32 comptes de ménages, qui se distinguent par quatre régions (centrale, orientale, septentrionale et occidentale), par le caractère rural/urbain et par les quartiles de dépenses, le quartile 1 étant le plus pauvre et le quartile 4 le plus riche. Il existe deux comptes d'entreprises pour les entreprises financières et non financières. Un compte pour les NPISH, le gouvernement, l'investissement/épargne, les variations de stocks et le reste du monde. La structure générale de la MCS est présentée dans le tableau A1 (en annexe). La MCS de l'Ouganda a un champ standard similaire à la plupart des MCS développées dans d'autres pays (Powell, 2014 ; Randriamamonjy & Thurlow, 2019 ; Thurlow, 2006). Ce niveau de désagrégation permet une analyse économique détaillée, et les modèles de multiplicateurs de la MCS ont été largement utilisés pour évaluer la nature et les mécanismes de transmission de la structure économique sociale d'une économie (Pyatt & Round, 1979, 2006 ; Llop Llop, 2005 ; Bandara & Kelegama, 2008).

Nous utilisons le modèle/matrice des multiplicateurs de la MCS pour calculer les évolutions des comptes endogènes tels que le PIB et la production suite aux évolutions de la demande finale. Cette approche utilise l'algèbre matricielle et l'algorithme pour développer des multiplicateurs en utilisant les fuites en amont et en aval intégrées dans la structure de l'économie. Nous transformons les coefficients de Leontief en un modèle MCS personnalisé afin de pouvoir évaluer la réponse de l'économie aux chocs exogènes et l'impact sur l'emploi des jeunes et des femmes. L'emploi est mesuré en termes d'équivalent temps plein (ETP). Nous utilisons le modèle multiplicateur pour former un processus interactif et des effets de rétroaction entre les variables de l'instrument de politique (exogènes) avec les variables de la cible de la politique (endogènes) et les variables de fuite. Pour chaque choc exogène introduit dans le système, les revenus des comptes endogènes s'ajustent jusqu'au point où la somme des injections est égale à la somme des fuites.

Méthodologie

Identifier les principaux secteurs de croissance

Pour réaliser les objectifs de l'étude, nous avons fait appel aux données de l'enquête nationale sur les ménages ougandais (UNHS) (UBoS, 2019/20) pour identifier les

secteurs les plus prometteurs concernant l'emploi des jeunes hommes et des jeunes femmes. Par la suite, l'étude a utilisé le modèle multiplicateur le plus récent de la matrice de comptabilité sociale (SAM 2016/17) pour évaluer la nature et les mécanismes de transmission de la structure économique sociale d'une économie. Cette approche est largement basée sur l'algèbre matricielle et l'algorithme pour développer des multiplicateurs en utilisant les fuites en amont et en aval intégrées dans la structure de l'économie (Bandra & Kelegama, 2008). Nous transformons les coefficients de Leontief en un modèle de MCS personnalisé afin de pouvoir évaluer la réponse de l'économie aux chocs exogènes et l'impact sur l'emploi des jeunes et des femmes. L'emploi est mesuré en termes d'équivalent temps plein (ETP). Le modèle multiplicateur est utilisé pour créer un processus interactif et des effets de rétroaction entre les variables de l'instrument de politique (exogènes) avec les variables de la cible de la politique (endogènes) et les variables de fuite. Pour chaque choc exogène introduit dans le système, les revenus des comptes endogènes s'ajustent jusqu'au point où la somme des injections est égale à la somme des fuites.

Pour identifier les secteurs de croissance ayant le plus fort potentiel pour l'emploi des jeunes en utilisant les multiplicateurs du revenu du travail, nous commençons par dériver le modèle de multiplicateur de la MCS en nous basant sur les hypothèses qui sous-tendent la structure intégrée dans la matrice de comptabilité sociale (MCS). La MCS est la principale base de données utilisée pour développer des modèles de multiplicateurs. Par exemple, nous supposons que la quantité de production du secteur i nécessaire à la production de la production X_j du secteur j est proportionnelle à la production X_j de ce dernier. Cette hypothèse nous permet de générer les coefficients techniques de Leontief, a_{ij} . La relation entre ces coefficients et la production X_j du secteur j est la suivante :

$$X_{ij} = a_{ij} X_j \quad i, j = 1, \dots, n \quad (1)$$

Nous faisons maintenant correspondre la demande totale à l'offre totale à l'équilibre comme suit :

$$X_i = \sum_{j=1}^n X_{ij} + F_i, \quad i = 1, \dots, n \quad (2)$$

Où : X_{ij} représente la demande intermédiaire et F_i désigne la demande finale. Nous substituons maintenant (1) à (2) pour obtenir l'équation 3.

$$X_i = \sum_{j=1}^n a_{ij} X_j + F_i, \quad i = 1, \dots, n \quad (3)$$

L'équation 3 montre la relation entre la demande finale et la production. Cette

relation est également valable lorsque nous analysons les évolutions, ce qui nous permet d'évaluer l'impact d'un changement exogène sur les variables endogènes. Ceci est illustré comme suit :

$$\Delta X_i = \sum_{j=1}^n a_{ij} \Delta X_j + \Delta F_i, \quad i = 1, \dots, n \quad (4)$$

Où: ΔX_j représente la variation de la production du secteur j et ΔF_i représente la variation de la demande finale. Pour générer le modèle de multiplicateur, simplifions d'abord l'équation 3 et affichons-la sous forme de matrice comme suit :

$$X = AX + F \quad (5)$$

Ainsi, le modèle de multiplicateur serait dérivé comme indiqué dans l'équation suivante :

$$(I - A)X = F \rightarrow X = (I - A)^{-1}F \quad (6)$$

Où : F représente un vecteur de demandes finales, X est un vecteur de productions, I est une matrice d'identité avec des uns sur la diagonale et des zéros ailleurs. Ensuite, la matrice du multiplicateur est donnée par $(I - A)^{-1}$. Par conséquent, nous utilisons la matrice du multiplicateur pour calculer les changements dans les comptes endogènes tels que le PIB et la production suite aux changements dans la demande finale.

Relier la main-d'œuvre féminine et des jeunes par genre aux secteurs productifs

Tout d'abord, nous identifions les secteurs présentant le plus fort potentiel pour l'emploi des jeunes en utilisant les multiplicateurs du revenu du travail pour les jeunes travailleurs. Nous étendons cette méthode pour saisir le nombre de jeunes et de femmes employés par secteur en utilisant l'approche des équivalents temps plein (ETP). Après avoir dérivé les changements dans les comptes endogènes, nous les utilisons pour dériver d'autres comptes comme le nombre d'employés classés par âge et par genre. C'est à ce stade que nous mettons en œuvre les simulations politiques respectives. Par exemple, si $y b_{kj}$ est la quantité de travail des jeunes et des femmes nécessaire pour produire une unité du produit j , alors la variation de la main-d'œuvre des jeunes et des femmes $\Delta yLab_k$ due au choc serait saisie par:

$$\Delta yLab_k = \sum_{j=1}^n y b_{kj} \Delta X_j, \quad k = 1, \dots, s \quad (7)$$

Nous estimons également les jeunes employés et les femmes employées dans des secteurs économiquement faibles en calculant les fuites de multiplicateurs du système économique. Les paiements de variables endogènes à des variables exogènes au sein de la MCS sont classés comme des fuites car ils sortent du cadre endogène et cessent donc de contribuer au processus multiplicatif. Par exemple, les jeunes travailleurs et les femmes employés dans des secteurs ayant un contenu d'importation plus élevé sur le marché ; ceux-ci seraient faibles dans la création d'emplois car la plupart des efforts de création d'emplois sont exportés par la demande d'importation. Par exemple, l'augmentation de la demande de produits pétroliers (comme le PMS et l'AGO) entraînerait une augmentation des importations de ces mêmes produits, exportant ainsi la plupart des emplois qui résulteraient de l'augmentation initiale de la demande. Pour calculer les fuites (Lk_j); supposons une matrice ($M \times N$) de coefficients ($z_{m,j}$) avec les comptes exogènes en lignes et les comptes endogènes en colonnes.

$$\Delta Lk_j = \sum_{m=1}^r z_{m,j} \Delta X_j, \quad m = 1, \dots, r \quad (8)$$

Nous établissons ensuite une corrélation entre l'ampleur des fuites par secteur et l'intensité de l'emploi des jeunes et des femmes dans ces secteurs. Nous disposons ainsi d'informations stratégiques sur les secteurs où la plupart des jeunes et des femmes sont employés et sur les inégalités dans leur répartition entre les secteurs. Des simulations ont été construites avec des scénarios qui font passer les jeunes et les femmes d'un secteur à l'autre pour évaluer les impacts sur leur bien-être économique et les impacts généraux sur l'économie.

Calcul des liens en amont et en aval pour les secteurs disposant d'une main-d'œuvre jeune.

Il est important d'identifier les moteurs des secteurs ayant le potentiel d'employer des jeunes et des femmes. Il se peut que certains secteurs n'emploient pas une proportion importante de jeunes et de femmes, mais qu'ils aient de solides liens en amont et en aval avec d'autres secteurs qui emploient une plus grande proportion de jeunes et de femmes. Parra et Wodon (2009) montrent qu'un secteur ayant à la fois de forts liens en amont et en aval serait fondamental pour accélérer la croissance économique et l'emploi. Ainsi, l'expansion de tels secteurs pourrait générer plus d'emplois pour les femmes et les jeunes par rapport aux secteurs qui embauchent plus de jeunes et de femmes mais dont les liens en amont et en aval sont faibles. Ce point est important pour l'orientation politique et peut donc être démystifié par le calcul des liens en amont et en aval pour chacun des secteurs. Nous utilisons le modèle de multiplicateur ci-dessus (équation 6) pour calculer les liens en amont et en aval. (BL_i) et les liens en amont (FL_i) en suivant l'approche proposée par Parra et Wodon (2009). Ceci est illustré par l'équation 9 et l'équation 10, respectivement.

$$BL_j = \frac{\sum_i nB_{i,j}}{\sum_i \sum_j B_{i,j}}$$

(9)

$$FL_i = \frac{\sum_j nB_{i,j}}{\sum_i \sum_j B_{i,j}}$$

(10)

Où: BL_j représente les liens en aval et FL_i représente les liens en amont, n est le nombre de comptes impliqués dans les calculs du multiplicateur ; et Σ est la notation de la somme. Nous considérons qu'un secteur a un fort lien en amont ou en aval si son paramètre d'indice de lien est supérieur à 1. Ainsi, nous interprétons les secteurs avec des liens en amont et en aval supérieurs à 1 comme des secteurs clés qui peuvent stimuler la croissance économique et l'emploi dans l'ensemble de l'économie. Les secteurs dont les liens en aval sont inférieurs à 1 et les liens en amont supérieurs à 1 sont des *secteurs orientés vers l'avenir*, tandis que les secteurs dont les liens en aval sont supérieurs à 1 et les liens en amont inférieurs à 1 sont classés comme des *secteurs orientés vers l'arrière*. Enfin, les secteurs dont les liens en amont et en aval sont inférieurs à 1 sont des secteurs faibles en termes de pertinence pour créer de la production et de l'emploi, en particulier pour les jeunes et les femmes. Ce critère de classification est présenté dans le tableau 1.

Tableau 1 : Classification des liens en amont et en aval forts et faibles

	Liens en aval		
		Fort (>1)	Faible (< 1)
Liens en amont	Fort (>1)	(1) Secteurs clés avec de forts multiplicateurs de production et d'emploi	(2) Orienté vers l'avenir
	Faible(< 1)	(3) Orienté vers l'arrière	(4) Secteurs faibles avec de faibles multiplicateurs de production et d'emploi

Mesurer l'inégalité

Pour étudier le second objectif - identifier les inégalités liées au genre, à l'espace ou au contexte socio-économique et leur effet sur l'accès des jeunes à l'emploi dans les secteurs de croissance - nous avons utilisé l'estimation de la densité de Kernel et les coefficients de Gini. La densité de Kernel est une estimation de densité non paramétrique qui permet de stimuler la forme de la répartition et aide donc à visualiser l'inégalité réelle de l'accès à l'emploi. Plus l'inégalité d'accès est grande, plus la répartition est étalée.

Le coefficient de Gini prend des valeurs comprises entre 0 et 1. Si l'accès à l'emploi est parfaitement réparti, le coefficient de Gini est égal à zéro, et il est égal à un en cas de répartition parfaitement inégale.

Stratégie d'estimation

Nous utilisons une analyse descriptive et une analyse empirique en estimant un modèle probit et un modèle Tobit. L'analyse descriptive portera sur la participation à la population active en mettant l'accent sur les tendances de l'emploi selon les régions, le genre et les jeunes par rapport aux adultes. De même, les parts des ETP dans le temps total employé par secteur en analysant comment les individus répartissent leur temps entre les activités économiques en calculant la part des ETP totaux enregistrés qui ont été alloués à un type d'emploi pour tous les individus d'un groupe donné. En outre, nous analysons le type de travail - agricole ou non agricole, salarié ou indépendant.

Spécification du modèle de Heckman pour la participation au marché du travail

Pour tenir compte du biais de sélection potentiel causé par le processus de décision à deux étapes de la LFP, un modèle probit à deux étapes sera estimé (Heckman, 1979). Un biais de sélection de l'échantillon peut survenir si le groupe d'observations pour l'estimation ne provient pas d'un échantillon aléatoire. Les heures travaillées ne sont observées que pour les jeunes qui ont un emploi, et ceux qui ont un emploi ont tendance à avoir des caractéristiques différentes de ceux qui ne font pas partie de la population active ou qui sont au chômage. Par conséquent, l'exclusion des chômeurs entraîne l'utilisation d'un échantillon non aléatoire qui peut fausser les résultats. Ainsi, une représentation formelle du modèle d'Heckman est présentée ci-dessous. L'équation de sélection donnée par l'expression suivante est d'abord estimée ;

$$Prob(L = 1|Z) = \Phi(Z\lambda) \quad (11)$$

Dans l'équation 11, $L=1$ si un jeune fait partie de la population active et 0 sinon, Z est un vecteur de variables explicatives, et λ sont les paramètres à estimer. Le vecteur Z comprend les variables d'éducation et d'autres variables démographiques (celles estimées pour les modèles de participation au marché du travail). Dans l'équation 11, elle présente l'effet sur la probabilité qu'un jeune individuel fasse le choix discret de participer à un emploi.

Dans la deuxième étape, on estime les heures hebdomadaires réelles travaillées par le jeune, données par la formule suivante.

$$H^* = X\beta + u_1 \quad (12)$$

Selon l'équation 12, H^* désigne les heures hebdomadaires réelles travaillées par un individu, qui sont observées si un jeune travaille. Les heures hebdomadaires effectives conditionnelles, étant donné qu'un jeune travaille, sont alors les suivantes

$$E[h|X, L = 1] = X\beta + E[X, L = 1] \quad (13)$$

$$E[h|X, L = 1] = X\beta + \rho\sigma_u\lambda(Z\gamma) \quad (14)$$

A partir de l'équation 14, ρ est la corrélation entre les termes d'erreur dans la première et la deuxième équation, σ_u est l'écart-type de u , et λ est le ratio inverse de Mills. L'équation ci-dessus peut être réécrite dans la formule suivante :

$$E[h|X, L = 1] = X\beta + c\lambda(Z\gamma) \quad (15)$$

Selon l'équation 15, la valeur du coefficient c (le coefficient de λ), peut être testé pour voir s'il est statistiquement différent de zéro. S'il est différent de zéro, nous pouvons en conclure qu'il existe un « effet de sélection ». En tenant compte de cet effet, les estimations du modèle des heures hebdomadaires effectives des jeunes ne sont pas biaisées. Toutefois, s'il est statistiquement non significatif, le biais de sélection de l'échantillon n'est pas un problème. Un problème majeur dans l'estimation des modèles de Heckman est de trouver des "instruments" pertinents, c'est-à-dire des variables qui affectent la participation des jeunes au marché du travail, mais qui n'influencent pas les heures hebdomadaires réelles travaillées. Dans cette étude, nous utilisons le fait d'avoir un enfant âgé de 0 à 4 ans, un enfant âgé de 5 à 14 ans (y compris les termes carrés et cubiques). Dans la deuxième étape, un modèle Tobit avec des équivalents temps plein (ETP) pour chacune des catégories d'emploi du secteur de la croissance comme variables dépendantes est utilisé pour tenir compte du regroupement des zéros en raison de la nature bornée inférieure des variables de la catégorie d'emploi.

En outre, nous utilisons l'approche de la fonction de contrôle en incluant une variable instrumentale (IV) dans l'équation de la LFP et un ratio inverse de Mills (IMR) dans l'équation de deuxième étape. La VI représente l'incitation à participer à l'emploi car les individus voient les autres travailler, et elle représente la capacité car elle signale les opportunités d'emploi disponibles.

Nous contrôlons quatre dimensions de l'emploi, c'est-à-dire les types d'emploi (emploi agricole non rémunéré, emploi agricole rémunéré, emploi salarié non agricole et emploi indépendant), l'hétérogénéité spatiale en contrôlant la densité de population (sur la base du gradient rural-urbain), les cohortes d'âge et le genre.

Variables d'étude pour la participation des jeunes au marché du travail

Notre principale variable d'intérêt est le temps consacré par un jeune à une activité économique considérée comme un emploi (ETP), que l'on suppose être de 12 mois par an, 21 jours par mois et huit heures par jour. L'ETP tient compte des heures réelles travaillées, et pas seulement de la participation à un secteur/emploi par rapport à un repère standard de 40 heures par semaine (ETP=1,0). Un jeune qui ne fait pas partie de la population active a un ETP=0, tandis qu'un jeune travaillant à mi-temps dans un secteur/emploi a un ETP de 0,5 pour cet emploi.

Les autres facteurs qui influent sur la capacité des jeunes à trouver un emploi sont les suivants : la distance et le temps de trajet jusqu'aux zones d'activité les plus proches (ZAN), les variables individuelles (Ind) telles que les groupes d'âge pour tenir compte des incitations et des capacités variables des individus à différents stades de la vie, les femmes pour tenir compte de la discrimination fondée sur le genre et des différences dans les attentes en matière de types de travail, la durée de scolarisation dans les écoles primaires et secondaires, qui augmentent toutes deux le capital humain, ce qui accroît la capacité de travailler, l'état civil (le fait d'être marié peut augmenter ou diminuer l'incitation à travailler, en fonction du revenu du conjoint et de la capacité de travailler en raison des responsabilités ménagères).

Les facteurs liés au ménage (HH) comprennent le type de logement (permanent, semi-permanent et temporaire), le ratio de dépendance (part des membres du ménage âgés de moins de 15 ans ou de plus de 64 ans) pour représenter à la fois l'incitation et la capacité car les personnes à charge augmentent le besoin de gagner un revenu et limitent le temps de travail, la variable muette pour la réception de transferts de fonds pour saisir l'incitation au travail car ils augmentent le revenu non lié au travail, et la possession de terres agricoles, qui augmente la capacité à s'engager dans le travail agricole, et représente le statut de richesse et donc l'incitation au travail. De plus, nous utilisons la tranche d'âge classique de 15 à 35 ans pour les jeunes économiquement actifs potentiels afin de permettre une analyse comparative avec des études menées dans d'autres pays.

4. Résultats

Caractéristiques de l'économie ougandaise

Selon l'UBoS, en 2016/17, la population active totale de l'Ouganda était estimée à 15 millions de personnes. Parmi celles-ci, 49,1% étaient des hommes et 50,9% des femmes. Par localité, 75,7% se trouvaient dans la zone rurale tandis que 24,3% dans les zones urbaines. L'enquête UNHS a en outre montré qu'en 2016/17, la proportion d'hommes ayant un emploi rémunéré était de 46%, tandis que 28% des femmes actives ont un emploi rémunéré et 57,6% des femmes ont un emploi pour leur propre compte, contre 43,8% de leurs homologues masculins. En ce qui concerne la contribution sectorielle au PIB, le secteur de l'agriculture n'a contribué qu'à hauteur de 24 % en 2019/20, tandis que le secteur de l'industrie a représenté 26 % du PIB et le secteur des services 43 % du PIB total.

Le tableau 2 montre la répartition des travailleurs par secteur et par région, obtenue à partir de l'enquête UNHS 2016/17 d'UBoS. L'analyse montre que l'agriculture est le principal employeur, avec 61,1% de la population. En termes de genre, 66,2% des femmes et 55,9% des hommes sont embauchés dans l'agriculture. En fonction du lieu de résidence, environ 72,5% de la main-d'œuvre rurale est embauché dans l'agriculture tandis que 25,25% de la main-d'œuvre urbaine est engagée dans des activités liées à l'agriculture. Par région, 74,8% de la main-d'œuvre de la région orientale est affectée à l'agriculture, suivie par 67,7% de la main-d'œuvre du nord, 66,2% de la région occidentale et environ 37,9% de la région centrale. L'agriculture est suivie par le commerce qui emploie 15,05% des femmes et 12,4% des hommes, tandis que le secteur des services n'emploie que 5,7%, et par genre il emploie plus d'hommes (8%). Cela montre la prédominance du secteur agricole dans le pays et, par conséquent, la nécessité de prendre des mesures politiques appropriées pour créer des emplois décents dans d'autres secteurs.

Tableau 2 : Répartition en pourcentage des travailleurs par secteur et par région

Secteur	Genre		Résidence		Région				Total
	Femme	Homme	Rural	Urbain	Central	Oriental	Nord	Ouest	
Agriculture	66.23	55.9	72.55	25.25	37.9	74.8	67.7	66.2	61.1
Mines et carrières	0.34	0.87	0.68	0.34	0.8	0.6	0.7	0.4	0.6
Agro-transformation	3.52	3.24	3.13	4.17	3.0	2.4	6.1	2.5	3.4
Autres industries manufacturières	0.35	2.07	0.99	1.84	1.8	0.9	0.9	1.1	1.2
Services publics	0.06	0.29	0.1	0.41	0.3	0.0	0.3	0.2	0.2
Construction	0.04	5.62	2.07	5.05	4.5	1.3	2.4	2.8	2.8
Commerce	15.05	12.4	10.01	25.49	22.4	8.2	11.1	12.6	13.7
Services	3.52	8	3.93	11.37	9.8	4.6	3.6	4.4	5.7
TIC	0.14	0.37	0.1	0.74	0.4	0.1	0.3	0.2	0.3
Services financiers	0.5	0.33	0.13	1.32	0.9	0.1	0.3	0.3	0.4
Immobilier	1.12	2	0.86	3.74	2.3	2.2	1.0	0.7	1.6
Administration publique	0.94	2.17	0.74	4.08	2.4	1.2	1.3	1.3	1.6
Éducation	2.59	2.82	2.08	4.66	4.0	1.3	1.8	3.5	2.7
Santé	0.73	0.69	0.41	1.66	1.0	0.6	0.8	0.5	0.7
Autres activités	4.86	3.25	2.22	9.87	8.7	1.6	1.9	3.6	4.1
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : Calcul des auteurs à partir de l'enquête nationale sur les ménages ougandais (UBoS, 2016/17).

Résultats de l'analyse multiplicative : Analyse multiplicative des emplois pour les jeunes et les femmes en Ouganda

Dans cette section, nous utilisons l'analyse des multiplicateurs pour identifier les secteurs qui possèdent un potentiel pour l'emploi des jeunes et des femmes en Ouganda. Nous évaluons les relations entre les multiplicateurs de production, les multiplicateurs de produits, les fuites et les multiplicateurs d'emploi. Les multiplicateurs sont générés à l'aide de la matrice de comptabilité sociale (MCS) 2016/17 de l'Ouganda, et une combinaison de ceux-ci avec les données sur l'emploi génère les coefficients d'emploi et les multiplicateurs d'emploi en termes d'équivalent temps plein (ETP). L'analyse des multiplicateurs structurels et sectoriels est présentée ci-dessous.

Analyse structurelle de la main-d'œuvre selon les jeunes, le genre et les compétences

Dans cette section, nous présentons la structure de la main-d'œuvre la plus récente de l'économie ougandaise en utilisant la matrice de comptabilité sociale (MCS) 2016/17. Nous la classons par types de compétences, jeunes (18-30 ans) et genre. Les grandes catégories comprennent ; la main-d'œuvre agrégée, la main-d'œuvre féminine, les jeunes agrégés, les jeunes non qualifiés, les jeunes semi-qualifiés et les jeunes qualifiés. En ce qui concerne les secteurs de l'économie, nous utilisons trois grands secteurs, à savoir l'agriculture, l'industrie et les services. Pour chaque type de travail, nous calculons sa contribution à la valeur ajoutée des secteurs respectifs. Cela permet d'évaluer l'impact de chaque type de travail sur la croissance économique (PIB). Les résultats sont présentés dans le tableau 3.

Agrégats nationaux de main-d'œuvre et valeur ajoutée : Le tableau 3 montre qu'en moyenne, la main-d'œuvre contribue à hauteur de 27,2% à la valeur ajoutée nationale. Sur cette contribution, 7,8 points de pourcentage sont apportés par la main-d'œuvre féminine et 10,2 points de pourcentage par les jeunes. Nous classons les jeunes en trois catégories de compétences. Les jeunes qualifiés contribuent davantage (environ 3,6%) à la valeur ajoutée que les autres. Viennent ensuite les jeunes non qualifiés (2,0%) et enfin les jeunes semi-qualifiés (1,0%). Cela implique que la part de la croissance économique de l'Ouganda attribuée aux jeunes est largement déterminée par les jeunes qualifiés, suivis des jeunes non qualifiés et enfin des jeunes semi-qualifiés. La contribution des jeunes non qualifiés vient en second lieu en raison du grand nombre de jeunes employés dans le secteur informel comme l'agriculture, les services de transport, la construction, l'agroalimentaire et le secteur des services en général. La conclusion politique de cette analyse est que le gouvernement doit adopter des politiques visant à améliorer les compétences des jeunes afin de renforcer leur capacité à accélérer la croissance économique ainsi qu'à améliorer leurs revenus et le bien-être des ménages.

Tableau 3 : Contribution des jeunes et des femmes à la valeur ajoutée sectorielle.

Secteurs	Travail global	Dont travail des femmes et des jeunes				
		Travail féminin	Travail des jeunes	Jeunes non qualifiés	Jeunes semi-spécialisés	Jeunes qualifiés
Agriculture	12.1%	4.0%	5.3%	3.2%	0.8%	1.3%
Cultures de subsistance	10.6%	4.9%	5.1%	3.2%	0.8%	1.1%
Cultures de rente	18.2%	5.4%	9.2%	4.9%	1.2%	3.1%
Café	18.1%	4.8%	9.2%	4.8%	1.1%	3.4%
Thé	19.6%	5.2%	10.0%	5.2%	1.2%	3.7%
Autres cultures de rente	18.1%	7.4%	8.9%	5.2%	1.6%	2.1%
Bétail et élevage	14.5%	1.5%	5.7%	3.5%	0.7%	1.4%
Industrie	18.9%	6.4%	7.8%	1.3%	0.7%	5.7%
Agro-transformation	12.4%	5.8%	4.7%	2.1%	0.5%	2.1%
Industrie légère	29.2%	5.5%	11.4%	1.5%	1.4%	8.6%
Industrie lourde	19.2%	7.5%	8.7%	0.4%	0.6%	7.8%
Construction	43.0%	0.4%	20.0%	2.2%	2.0%	15.9%
Services	37.6%	11.8%	12.7%	1.6%	1.1%	10.%
Tourisme	18.5%	7.7%	7.1%	1.0%	0.7%	5.5%
Transport	54.9%	0.3%	20.8%	4.8%	3.5%	12.5%
Finance et assurance	56.1%	19.2%	26.9%	0.3%	1.6%	25.1%
Commerce de gros et de détail	6.6%	1.9%	2.4%	0.7%	0.3%	1.5%
Autres services	46.9%	13.2%	16.0%	2.0%	1.3%	12.7%
Agrégat national	27.2%	7.8%	10.2%	2.0%	1.0%	7.2%

Emploi des jeunes et valeur ajoutée : le tableau 3 montre que les jeunes ajoutent plus de valeur dans le secteur des services, avec environ 12,7% de la valeur ajoutée des services. Vient ensuite le secteur de l'industrie où les jeunes contribuent à environ 7,8% de la valeur ajoutée industrielle et enfin l'agriculture où les jeunes contribuent à environ 5,3% de la valeur ajoutée agricole. Dans le secteur des services, la contribution des jeunes (26,9%) est la plus élevée dans le secteur de l'intermédiation financière et des assurances où 25,1 points de pourcentage sont attribués aux jeunes qualifiés. Il est suivi par le sous-secteur des transports. Dans le secteur de l'industrie, la contribution des jeunes est la plus élevée dans le secteur de la construction (20,0%), et dans le secteur de l'agriculture, les jeunes contribuent davantage à la valeur ajoutée dans le sous-secteur des cultures commerciales (9,2%). Afin d'utiliser ces informations pour éclairer le choix des secteurs à soutenir, l'emploi des jeunes doit être complété par des résultats sur le nombre de jeunes employés par secteur pour neutraliser l'effet des salaires.

En ce qui concerne le type de compétences, dans le secteur agricole, la contribution des jeunes est dominée par les jeunes non qualifiés (3,2%), suivis des jeunes qualifiés (1,3%) et enfin des jeunes semi-qualifiés (0,8%). Cela montre que le secteur agricole est

dominé par des jeunes moins qualifiés. Cela pourrait expliquer pourquoi l'agriculture affiche la plus faible contribution de la main-d'œuvre (12,1%) à la valeur ajoutée sectorielle. Dans le secteur de l'industrie, la contribution des jeunes est dominée par les jeunes qualifiés (5,7%), suivis des jeunes non qualifiés (1,3%) et enfin des jeunes semi-qualifiés (0,7%). Dans le secteur des services, la contribution des jeunes à la valeur ajoutée est dominée par les jeunes qualifiés (10,0%), suivis des jeunes non qualifiés (1,6%) et enfin des jeunes semi-qualifiés (1,1%). En résumé, les secteurs des services et de l'industrie sont dominés par les jeunes qualifiés, et le secteur de l'agriculture par les jeunes non qualifiés. Cela montre que la main-d'œuvre qualifiée fuit l'agriculture à la recherche d'opportunités dans les secteurs de l'industrie et des services. Cela pourrait expliquer les problèmes de productivité dans le secteur agricole. L'amélioration de la productivité dans le secteur agricole passe donc par la qualification des jeunes.

Genre et valeur ajoutée : le tableau 3 montre que la contribution de la main-d'œuvre féminine à la valeur ajoutée est plus importante dans le secteur des services (11,8 %), suivi du secteur industriel (6,4 %) et enfin du secteur agricole (4,0 %). La faible contribution du secteur agricole pourrait refléter les faibles salaires ou rendements relatifs implicites dans ce secteur. Cela montre que les jeunes femmes en Ouganda participent de plus en plus aux secteurs économiquement productifs dans toutes les entités. Il est donc nécessaire de continuer à améliorer les compétences des jeunes femmes pour leur permettre d'accroître leur participation dans des secteurs comme l'industrie et les services, où la rémunération de la valeur ajoutée du travail est plus élevée. L'adoption de cette option politique est envisagée pour continuer à faire progresser l'émancipation des femmes et l'équité sur le marché du travail.

Multiplicateurs sectoriels et liens

Dans cette section, nous présentons et évaluons les liens entre les secteurs économiquement productifs de l'économie. L'analyse utilise les multiplicateurs de production, les multiplicateurs de produits de base et les fuites. Les multiplicateurs de produits saisissent l'effet total sur la demande de produits de base, tandis que les multiplicateurs de production représentent la partie de la demande de produits de base qui est satisfaite par la production nationale. La différence entre les multiplicateurs des produits et les multiplicateurs de la production correspond aux fuites ou à la capacité multiplicative perdue en raison des importations. Les résultats du tableau 4 montrent les changements dans l'offre et la production des produits de base résultant d'un changement unitaire dans la demande du produit de base respectif. Cela permet de saisir l'impact quantitatif de l'expansion de la demande par le biais des liens en amont et en aval au sein du système économique. Les secteurs présentant des fuites plus importantes exportent des emplois vers les pays où les importations sont achetées. Ainsi, la réduction des fuites augmenterait les opportunités d'emploi pour les jeunes et les femmes, bien que l'ampleur dépende de la taille des multiplicateurs structurels.

Tableau 4 : Production sectorielle décomposée et multiplicateurs des produits de base

	Multiplicateur de production	Multiplicateurs de produits de base	Fuites	Fuite comme % du multiplicateur de produits de base	Multiplicateur du revenu du travail
Agriculture	2.55	3.25	0.70	21.4%	0.38
Culture de rente	2.58	3.28	0.70	21.5%	0.42
Café	2.68	3.33	0.66	19.7%	0.41
Thé	2.68	3.34	0.65	19.6%	0.42
Autres cultures de rente	2.36	3.17	0.80	25.3%	0.42
Autres cultures	2.28	2.98	0.70	23.6%	0.35
Élevage	2.75	3.41	0.66	19.4%	0.38
Industrie	2.30	3.11	0.81	26.1%	0.40
Agro-transformation	2.50	3.31	0.80	24.3%	0.40
Industrie légère	1.92	2.81	0.88	31.5%	0.46
Industrie lourde	1.50	2.40	0.90	37.6%	0.35
Construction	2.87	3.55	0.68	19.1%	0.39
Services	2.61	3.27	0.66	20.1%	0.52
Tourisme	2.64	3.32	0.68	20.4%	0.49
Transport	1.63	2.44	0.81	33.2%	0.47
Intermédiation financière	2.90	3.51	0.61	17.3%	0.62
Commerce de gros et de détail	2.77	3.35	0.58	17.4%	0.33
Autres services	2.72	3.35	0.63	18.8%	0.60
Multiplicateurs nationaux agrégés du tourisme	2.49	3.21	0.72	22.5%	0.43

Note : * Les autres cultures de rente sont les suivantes : cacao, vanille, fleurs, coton, tabac agricole, tournesol et autres cultures de rente.

Le tableau 4 montre que le secteur des services a les multiplicateurs de production les plus élevés (2,61), suivi du secteur agricole (2,55) et enfin du secteur industriel (2,3). Dans le secteur agricole, les multiplicateurs sont plus élevés dans l'élevage (notamment la production laitière) et les cultures de rente comme le café et le thé. Dans le secteur industriel, les multiplicateurs de production sont élevés dans la construction et l'agro-alimentaire. Ils sont suivis par les industries manufacturières légères. Dans le secteur des services, l'intermédiation financière, le commerce de gros et de détail et le tourisme présentent de forts multiplicateurs.

Compte tenu des multiplicateurs des produits de base, les fuites sont les plus importantes dans l'industrie (26,1%), suivie de l'agriculture (21,4%) et enfin du secteur des services (20,1%). Les principaux sous-secteurs présentant des

fuites importantes sont l'industrie lourde, les transports et l'industrie légère. Le secteur industriel présente de fortes fuites en grande partie parce que la plupart des intrants intermédiaires pour l'industrie légère et lourde sont importés. Ces résultats montrent que les secteurs présentant des fuites importantes ont des multiplicateurs de production faibles. Cela s'explique en grande partie par le fait que la capacité de production liée à une demande supplémentaire est externalisée par le biais des importations. La production dans ces secteurs (comme l'industrie manufacturière et les transports) peut être relancée par la substitution des importations.

En outre, le secteur des services a des multiplicateurs du revenu du travail relativement forts, suivi par l'industrie et enfin l'agriculture. Il convient de noter que l'agriculture a un multiplicateur de production plus élevé (2,55) que l'industrie (2,3), alors que le secteur industriel a un multiplicateur de revenu du travail plus élevé (0,4) que l'agriculture (0,38). Cela implique qu'une injection d'un montant uniforme dans l'industrie et l'agriculture générerait plus de revenus du travail dans l'industrie que dans l'agriculture. Cela indique que la productivité du travail est faible dans l'agriculture par rapport à l'industrie ; ainsi, une croissance inclusive tirée par le travail se produira si l'économie adopte des politiques qui favorisent la mobilité de la main-d'œuvre de l'agriculture vers d'autres secteurs comme l'industrie et les services. En ce qui concerne les jeunes, les multiplicateurs du revenu du travail dans l'agriculture sont largement le fait des jeunes non qualifiés, alors que dans les secteurs de l'industrie et des services, ils sont dominés par les jeunes qualifiés (voir tableau 3). Ainsi, pour faciliter la mobilité de la main-d'œuvre et réduire la surcapacité du secteur agricole au profit de secteurs plus productifs comme l'industrie et les services, il est nécessaire de qualifier la main-d'œuvre, en particulier les jeunes.

Multiplicateurs du revenu du travail décomposé par jeunes, genre et types de compétences

Dans cette section, nous désagrégeons les multiplicateurs du revenu du travail par genre, jeunes et compétences. Cela permet de saisir les récompenses en termes de revenus pour les différentes caractéristiques de la main-d'œuvre résultant d'une augmentation unitaire de la demande. Cela permet de répondre à la question suivante : si la demande d'un produit sectoriel donné augmente d'un milliard de shillings, de combien, en shillings ougandais, le revenu du travail augmente-t-il pour les différents types de main-d'œuvre ? Les résultats sont présentés dans le tableau 4.

Tableau 5 : Multiplicateurs du revenu du travail classé par jeunes, genre et compétences

	Multipli- cateur du revenu du travail	Dont travail des femmes et des jeunes				
		Multipli- cateur du revenu du travail des femmes	Multipli- cateur du revenu du travail des jeunes	main- d'œuvre non qualifiée des jeunes	Main- d'œuvre jeune semi- qualifiée	Main- d'œuvre qualifiée pour les jeunes
Agriculture	0.396	0.126	0.183	0.066	0.022	0.047
Culture de rente	0.418	0.131	0.211	0.077	0.026	0.054
Café	0.414	0.129	0.211	0.075	0.024	0.056
Thé	0.421	0.133	0.215	0.077	0.024	0.057
Autres cultures de rente	0.420	0.131	0.206	0.078	0.029	0.050
Autres cultures	0.347	0.113	0.158	0.059	0.021	0.040
Élevage	0.380	0.123	0.122	0.043	0.013	0.034
Industrie	0.401	0.102	0.161	0.039	0.018	0.052
Agro-transformation	0.401	0.112	0.154	0.048	0.019	0.044
Autres industries	0.401	0.092	0.169	0.031	0.017	0.060
Industrie légère	0.462	0.110	0.181	0.034	0.018	0.064
Industrie lourde	0.353	0.079	0.145	0.025	0.014	0.052
Construction	0.388	0.087	0.180	0.033	0.018	0.064
Services	0.501	0.146	0.205	0.035	0.019	0.076
Tourisme	0.489	0.129	0.208	0.033	0.016	0.079
Transport	0.467	0.075	0.179	0.043	0.022	0.057
Finance et assurance	0.618	0.216	0.301	0.033	0.026	0.121
Commerce de gros et de détail	0.330	0.108	0.121	0.028	0.012	0.040
Autres services	0.601	0.200	0.214	0.035	0.016	0.081
Agrégat national	0.433	0.125	0.183	0.047	0.020	0.058

Multiplicateurs nationaux du revenu du travail : Le tableau 5 montre qu'en moyenne, une augmentation d'une unité de la demande d'un secteur donné au niveau national entraînerait une variation du revenu du travail de 0,433 unité. Le multiplicateur du revenu du travail dans le secteur des services (0,501) est plus élevé que la moyenne nationale (0,433). Cela signifie que les autres secteurs ont des multiplicateurs de revenu du travail plus faibles, comme 0,401 pour le secteur industriel et 0,396 pour le secteur agricole. Cela se rapporte à la fois au nombre d'employés et aux taux de salaire offerts dans chacun de ces secteurs.

Multiplicateurs des revenus du travail des femmes : En ce qui concerne les revenus gagnés par le genre féminin, en moyenne nationale, une augmentation unitaire de la demande génère environ 0,125 unité de revenus du travail pour les travailleuses. Les multiplicateurs du revenu du travail des femmes sont plus élevés dans le secteur des

services (0,146), suivi du secteur agricole (0,126) et enfin du secteur industriel (0,102). Dans le secteur agricole, le multiplicateur du revenu du travail des femmes est plus élevé dans les cultures de rente, notamment dans le sous-secteur du thé. Dans le secteur de l'industrie, le multiplicateur du revenu du travail des femmes est plus élevé dans le secteur de l'agro-transformation, suivi de l'industrie légère en Ouganda. Dans le secteur des services, le multiplicateur du revenu du travail des femmes est plus élevé dans le secteur de la finance et des assurances et dans le secteur du tourisme. Ainsi, les politiques conçues pour améliorer les revenus du travail des femmes devraient se concentrer sur l'expansion de la production dans des secteurs tels que les cultures de rente (en particulier le thé), l'agroalimentaire, l'industrie légère, la finance et l'assurance, et le tourisme.

Multiplicateurs du revenu du travail des jeunes : En ce qui concerne les jeunes, une augmentation moyenne d'une unité nationale de la demande globale pour tout produit de base augmenterait le revenu du travail des jeunes de 0,183 unité. En comparaison, le secteur des services fournirait un revenu du travail plus élevé (0,205 unité) pour une unité d'expansion de la demande. Vient ensuite le secteur agricole (0,183) et enfin le secteur industriel (0,161). Dans le secteur agricole, les multiplicateurs du revenu du travail des jeunes sont plus élevés dans les sous-secteurs des cultures commerciales comme le thé et le café. Parmi les cultures de rente, le sous-secteur du thé présente les multiplicateurs du revenu du travail des jeunes les plus élevés, en grande partie parce que plus de la moitié de la contribution de la main-d'œuvre à la valeur ajoutée dans le secteur du thé est attribuée aux jeunes. Dans le secteur de l'industrie, le multiplicateur du revenu du travail des jeunes est élevé dans l'industrie légère, suivie de la construction et de l'agroalimentaire. Dans le secteur des services, les multiplicateurs du revenu du travail des jeunes sont plus élevés dans les secteurs de la finance, des assurances et du tourisme. Ces résultats indiquent que les politiques visant à améliorer les revenus du travail des jeunes devraient se concentrer sur le soutien de la production de cultures commerciales, de l'industrie légère, de la construction, de l'agroalimentaire, de la finance et de l'assurance, et du tourisme.

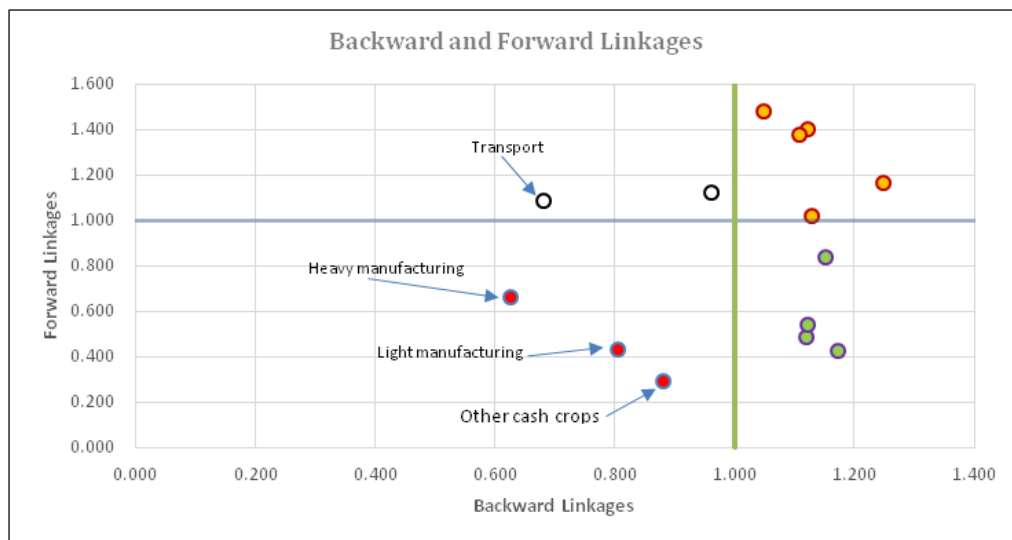
En ce qui concerne les compétences professionnelles des jeunes, nous constatons que dans le secteur des services, les jeunes qualifiés (0,076) sont les principaux bénéficiaires de l'expansion de la demande de services généraux en Ouganda. Ils sont suivis des jeunes non qualifiés (0,035) et enfin des jeunes semi-qualifiés (0,019). Ainsi, toute politique visant à accroître l'emploi des jeunes dans le secteur des services devrait également se concentrer sur l'amélioration des compétences des jeunes. Dans le secteur de l'agriculture, les principaux bénéficiaires en termes de multiplicateurs du revenu du travail des jeunes sont les jeunes non qualifiés, alors que dans le secteur de l'industrie, ce sont les jeunes qualifiés. Cependant, dans le secteur industriel, les jeunes non qualifiés sont les principaux bénéficiaires dans le sous-secteur de l'agroalimentaire. Cela implique que les politiques visant à améliorer le bien-être des jeunes non qualifiés devraient se concentrer sur l'augmentation des investissements dans la productivité de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Ainsi,

alors que le gouvernement s'engage dans la formation des jeunes à long terme, des politiques complémentaires pourraient être adoptées à moyen terme pour fournir des emplois aux jeunes non qualifiés par le biais de secteurs de soutien comme l'agroalimentaire et l'agriculture (en particulier les cultures de rente).

Analyse sectorielle des liens en amont et en aval

Dans cette section, nous évaluons la force de chacun des sous-secteurs en termes de liens en amont et en aval avec d'autres secteurs. Nous considérons les secteurs dont les liens en amont et en aval sont supérieurs à 1 comme des secteurs forts. Ainsi, leur expansion accélérerait relativement la production et la croissance économiques. Les secteurs dont les liens en aval sont supérieurs à 1 mais les liens en amont inférieurs à 1 sont des secteurs orientés vers l'arrière. Ceux dont les liens en amont sont supérieurs à 1 et les liens en aval inférieurs à 1 sont des secteurs orientés vers l'avenir. Les secteurs dont les liens en amont et en aval sont inférieurs à 1 sont des secteurs faibles en termes d'accélération de la production économique à partir de la demande marginale. La production économique et la croissance seraient renforcées par des politiques visant à transformer structurellement les secteurs faibles, orientés vers l'arrière et vers l'avant, en secteurs forts (clés). Les résultats sont présentés dans la figure 1.

Figure 1 : Liens en amont et en aval



La figure 1 montre que les secteurs clés ayant de forts liens en amont et en aval sont : l'agroalimentaire, le tourisme, l'intermédiation financière et l'assurance, les autres secteurs agricoles (c'est-à-dire la sylviculture) et les autres services. Ce sont les secteurs qui accéléreraient la production et la croissance économiques s'ils étaient soutenus en termes d'augmentation de la demande globale pour leurs

produits. Une augmentation unitaire de la demande pour chacun de ces secteurs (c'est-à-dire l'agro-transformation) entraînerait une augmentation de la production du secteur en question (c'est-à-dire l'agro-transformation), et générerait également des effets secondaires en termes d'augmentation de la production pour les secteurs qui fournissent des intrants (c'est-à-dire le secteur agricole) et ceux qui achètent les produits du secteur (c'est-à-dire les secteurs qui utilisent les produits agro-transformés comme intrants).

Les secteurs orientés vers l'arrière sont le café, le thé et la construction. Le café et le thé sont orientés vers l'arrière parce qu'ils s'approvisionnent en grande partie sur le marché intérieur (secteurs locaux) et ont des liens faibles en amont parce qu'ils sont largement exportés avec moins de valeur ajoutée et la plupart sous leur forme brute. Pour accélérer la contribution de ces secteurs à la production et à la croissance économiques, il faudrait les transformer en secteurs forts en renforçant leurs liens en amont. Leurs liens en amont seraient renforcés en soutenant l'ajout de valeur à ces produits, en particulier avant qu'ils ne soient exportés.

Les secteurs orientés vers l'avenir sont les transports et les cultures vivrières. Le transport est orienté vers l'avenir en grande partie parce qu'il est intégré dans tous les produits fournis sur le marché intérieur, alors que ses intrants (produits pétroliers) sont totalement importés. Les cultures vivrières sont orientées vers l'avenir parce que les cultures vivrières en Ouganda sont en grande partie cultivées à l'aide d'outils traditionnels (comme les houes) et également avec un minimum ou aucun intrant industriel (comme les engrais), ce qui est attribué à la fertilité générale de la terre. Les cultures vivrières sont utilisées comme intrants dans d'autres secteurs, tels que les industries agroalimentaires, les hôtels et les restaurants, entre autres, ce qui les rend tournés vers l'avenir. Pour accélérer la contribution de ces secteurs à la production et à la croissance économiques, il faudrait les transformer en secteurs forts en renforçant leurs liens en amont. Cela se ferait en encourageant l'utilisation d'intrants nationaux. Par exemple, les cultures commerciales comme le tabac, le coton, le cacao et la vanille sont produites à des coûts minimes et exportées avec peu ou pas de valeur ajoutée. L'expansion de la chaîne de valeur de ces cultures de rente (par l'ajout de valeur) accélérerait leur impact sur la production et la croissance économiques.

Les secteurs faibles comprennent l'industrie légère et lourde, ainsi que d'autres cultures commerciales. Le secteur manufacturier a des liens en amont et en aval faibles, principalement parce qu'il est à forte intensité de capital, que ses intrants sont en grande partie importés et que ses produits sont destinés à la consommation finale. La principale contribution de ces secteurs à la production économique et à la croissance se fait essentiellement par le biais de la substitution des importations. Pour accélérer la capacité du secteur manufacturier à générer une production économique et à minimiser les fuites, il est nécessaire d'utiliser des intrants intermédiaires achetés localement. Les produits pétroliers sont un cas particulier ; ils seront achetés localement lorsque l'Ouganda commencera à produire commercialement des produits pétroliers raffinés.

Multiplicateurs d'emploi et de production pour les jeunes et les travailleurs féminins

Cette section vise à identifier les secteurs ayant de forts multiplicateurs de production et d'emploi des jeunes. Un secteur ayant à la fois un fort multiplicateur de production et un fort multiplicateur d'emploi des jeunes (en termes d'ETP) stimulerait simultanément la croissance économique et l'emploi des jeunes comptes tenu des politiques gouvernementales actuelles. Nous utilisons la médiane des multiplicateurs comme points de séparation relatifs pour les multiplicateurs forts et faibles. Le critère de classification est présenté dans le tableau 6.

Tableau 6 : Classification des secteurs faibles et forts en matière de création d'emplois pour les jeunes et de production sectorielle

	Multiplicateurs de la production sectorielle		
		Élevé (>médiane)	Inférieur (<médiane)
Multiplicateurs d'emploi	Élevé (>médiane)	(2) Production forte et multiplicateurs d'emploi	(3) Fort multiplicateur d'emploi et faibles multiplicateurs de production
	Inférieur (<médiane)	(3) Fort multiplicateur de production et faibles multiplicateurs d'emploi	(4) Faible production du secteur et multiplicateurs d'emploi

Sur la base de la classification ci-dessus, nous classons tous les secteurs en quatre quadrants, à savoir : (1) les secteurs ayant à la fois de forts multiplicateurs de production et d'emploi. (2) Secteurs avec de forts multiplicateurs de production mais de faibles multiplicateurs d'emploi. (3) Secteurs avec de forts multiplicateurs d'emploi et de faibles multiplicateurs de production. (4) Secteurs avec des multiplicateurs de production faibles et des multiplicateurs d'emploi faibles. Les résultats de cette catégorisation des secteurs sont discutés dans les sous-sections ci-dessous sur les multiplicateurs d'emploi des jeunes et les multiplicateurs d'emploi des femmes.

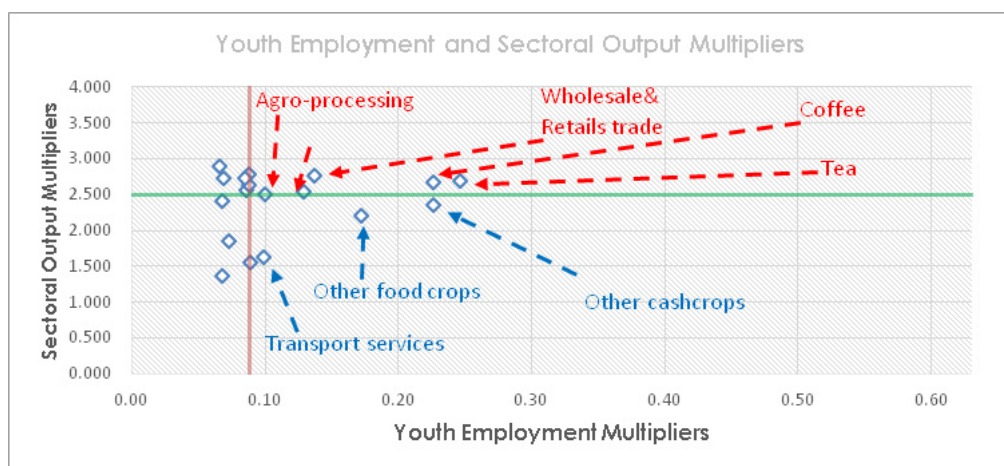
Emploi des jeunes et multiplicateurs de production par secteur

Nous classons les multiplicateurs d'emploi par secteur et par production. L'objectif de cette section est d'identifier les secteurs qui ont le potentiel d'augmenter le nombre de jeunes et de femmes employés en Ouganda. Nous classons les secteurs ayant des multiplicateurs de production et des multiplicateurs d'emploi élevés comme étant ceux qui ont le plus grand potentiel de création d'emplois en Ouganda. Ensuite, les secteurs ayant des multiplicateurs d'emploi élevés et des multiplicateurs de production faibles sont considérés comme ayant le potentiel d'augmenter les opportunités d'emploi si la production est améliorée.

Nous constatons que les secteurs présentant de forts multiplicateurs de production et d'emploi des jeunes sont : le thé, le café, le commerce de gros et de détail,

l'agroalimentaire et l'élevage. Ces secteurs ont un grand potentiel pour accélérer la création d'emplois pour les jeunes en Ouganda. Les services de transport, les autres cultures commerciales et les autres cultures de subsistance ont également de forts multiplicateurs d'emploi des jeunes et de faibles multiplicateurs de production. Étant donné que ces secteurs présentent des fuites multiplicatives plus importantes, l'adoption de la substitution des importations dans ces secteurs et leurs intrants intermédiaires, en particulier le pétrole dans le secteur des transports, permettrait d'augmenter les multiplicateurs de production et d'emploi. Parmi les secteurs identifiés, les cultures de rente, l'agro-industrie, les infrastructures de transport et l'énergie figurent parmi les secteurs prioritaires du troisième plan de développement national (NDP III). Les résultats sont présentés dans la figure 2.

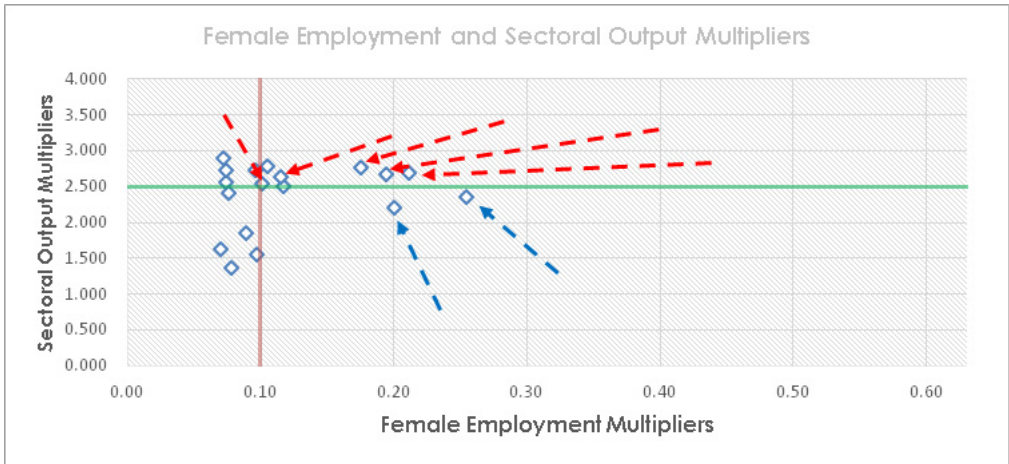
Figure 2 : Emploi des jeunes et multiplicateur de production



Emploi des femmes et multiplicateurs de production par secteur

Nous constatons que les secteurs présentant de forts multiplicateurs de production et d'emploi des femmes sont : le thé, le café, le commerce de gros et de détail, l'agroalimentaire, le tourisme et la sylviculture. Ces secteurs ont un grand potentiel pour accélérer la création d'emplois pour les femmes en Ouganda. Parmi ces secteurs, les cultures de rente (café et thé), l'agroalimentaire, le tourisme, les infrastructures de transport et l'énergie figurent parmi les secteurs prioritaires du troisième plan de développement national (NDP III). Soutenir la productivité dans ces secteurs permettrait d'accroître leur capacité à augmenter l'emploi des femmes en Ouganda. Par ailleurs, certains secteurs, comme les cultures commerciales et les cultures de subsistance, ont de forts multiplicateurs d'emploi pour les femmes et de faibles multiplicateurs de production. Pour accroître la capacité de ces secteurs à employer davantage de femmes, il faudrait des politiques susceptibles de renforcer leurs liens en amont et en aval avec le reste de l'économie, par exemple en soutenant les entreprises agroalimentaires qui ont besoin de leurs produits comme intrants intermédiaires. Les résultats sont présentés dans la figure 3.

Figure 3 : Emploi des femmes et multiplicateur de production



Impact de l'expansion du secteur sur l'emploi des jeunes et des femmes et sur la croissance économique

Dans cette section, nous évaluons les impacts d'une augmentation de la demande globale de produits de base d'un secteur donné sur le nombre de nouveaux emplois créés pour les jeunes et les femmes, ainsi que l'impact résultant sur la croissance économique (PIB). Nous simulons une augmentation de la demande d'une valeur de 10 milliards d'Ush. Nous fournissons l'impact sur l'emploi général dans l'économie que nous divisons en emplois directs, emplois indirects et emplois totaux. Les emplois directs font référence aux nouveaux emplois créés dans le secteur auquel s'adresse la demande supplémentaire. Les emplois indirects font référence aux nouveaux emplois créés dans d'autres secteurs que le secteur immédiat. Les emplois indirects apparaissent dans des situations telles que l'expansion de la demande pour un secteur donné, qui crée une demande accrue pour d'autres produits, comme les intrants intermédiaires ou les intrants d'approvisionnement d'autres secteurs, créant ainsi plus d'emplois dans d'autres secteurs que le secteur initial de l'incidence du choc. Le total des emplois créés est alors la somme des emplois directs et indirects. En plus de cela, nous identifions également le nombre de nouveaux emplois attribués aux jeunes (18-30 ans). Ceux-ci sont également classés en emplois directs, indirects et totaux. Parmi les nouveaux emplois pour les jeunes, nous calculons les emplois assurés par les jeunes femmes. Enfin, nous calculons l'impact sur le PIB. Cela permet d'établir un lien entre la création d'emplois pour les jeunes et la croissance de l'économie générale. Les résultats sont présentés dans le tableau 7.

Tableau 7 : Impact sur le PIB, l'emploi des jeunes et des femmes en ETP suite à une augmentation de la demande de 10 milliards de shillings

	TOTAL DES EMPLOIS CRÉÉS				DONT EMPLOIS POUR LES JEUNES			PIB
	Emplois directs	Emplois indirects	Total des emplois créés	Dont emplois pour les femmes	Total des emplois pour les jeunes	Dont Emplois directs pour les jeunes	Dont emplois pour les jeunes femmes	Impact sur le PIB
1. Agriculture	2,075	1,428	3,502	1,646	1,556	984	733	0.021%
Café	3,089	1,643	4,731	1,938	2,264	1,578	911	0.020%
Thé	3,439	1,708	5,146	2,109	2,468	1,756	993	0.020%
Autres cultures de rente	3,033	1,862	4,896	2,547	2,262	1,495	1,190	0.020%
Autres cultures	2,626	1,194	3,819	1,998	1,724	1,267	906	0.021%
Élevage	1,395	1,638	3,033	1,009	1,294	614	418	0.021%
Sylviculture	411	1,811	2,223	1,048	880	126	423	0.021%
2. Industrie	301	1,770	2,071	933	868	127	392	0.017%
Exploitation minière	459	1,700	2,158	973	889	195	395	0.017%
Agro-industrie	258	2,105	2,363	1,172	1,002	96	498	0.017%
Fabrication légère	197	1,622	1,819	887	732	73	363	0.016%
Fabrication lourde	109	1,556	1,666	784	679	45	328	0.015%
Construction	461	1,552	2,013	739	856	214	311	0.017%
3. Services	888	1,403	2,291	1,061	924	326	452	0.019%
Tourisme	472	1,652	2,124	1,145	875	175	467	0.019%
Transport	977	1,477	2,454	699	987	370	302	0.017%
Services publics	90	1,536	1,625	741	692	43	325	0.021%
Intermédiaire financier et assurance	106	1,459	1,565	718	662	51	315	0.018%
Commerce de gros et de détail	2,276	1,233	3,508	1,755	1,371	833	714	0.020%
Télécommunications	49	1,589	1,637	754	679	23	327	0.016%
Autres services	707	1,377	2,085	955	845	255	419	0.019%

Source: Calculé à l'aide du modèle multiplicateur MCS 2016/17.

Le tableau 7 montre que l'expansion de la demande d'une valeur de 10 milliards d'Ush générerait 3 502 emplois ETP dans le secteur agricole, dont 1 428 emplois ETP sont des emplois indirects générés par les liens en amont et en aval. Sur le total des emplois créés, 1 646 emplois ETP seraient destinés aux femmes et le reste aux hommes (1 859 emplois ETP). Un total d'environ 1 556 emplois ETP serait destiné aux jeunes, dont 733 emplois pour les jeunes femmes. Dans le secteur agricole, les cultures de rente (en particulier le thé) ont un plus grand potentiel de création d'emplois pour

les jeunes et les femmes. Le PIB qui en résulte pour le secteur agricole à partir du même choc de demande est d'environ 0,021 point de pourcentage. Par conséquent, il est nécessaire que le gouvernement intervienne en termes de formation ciblée, d'encadrement et de développement des compétences des jeunes pour promouvoir le secteur agricole.

Dans le secteur de l'industrie, une augmentation de la demande de 10 milliards d'Ush générerait 2 071 emplois ETP. Parmi ceux-ci, 1 770 emplois ETP sont des emplois indirects et 933 emplois ETP sont destinés aux femmes. Les emplois pour les jeunes seraient de 868 emplois ETP, dont 392 emplois ETP pour les jeunes femmes. Au sein de l'industrie, c'est l'agro-transformation qui générerait le plus grand nombre d'emplois pour les jeunes. Ainsi, l'expansion du secteur agroalimentaire serait la clé de la création d'emplois pour les jeunes et les femmes. Le PIB qui en résulte pour le secteur industriel suite au même choc de demande est d'environ 0,017 points de pourcentage.

L'expansion de la demande pour les produits de services d'une valeur de 10 milliards d'Ush générerait environ 2 291 emplois ETP dont 1 403 emplois ETP sont des emplois indirects et 1 061 emplois ETP sont pour les femmes. Les jeunes représenteraient environ 924 emplois ETP dont 452 emplois ETP pour les jeunes femmes. Dans le secteur des services, l'ensemble de la vente et du commerce de détail générerait le plus grand nombre d'emplois pour les jeunes et les femmes, suivi des secteurs du transport et du tourisme. Le PIB résultant du même choc de demande pour le secteur industriel est d'environ 0,019 point de pourcentage.

En général, le secteur de l'agriculture génère plus d'emplois pour les jeunes et les femmes. Il est suivi du secteur des services et enfin du secteur de l'industrie. Il est important de noter que l'agro-industrie génère plus d'emplois pour les jeunes et les femmes que la moyenne du secteur des services. Ainsi, pour accélérer la création d'emplois pour les jeunes et les femmes, il est nécessaire de soutenir des secteurs comme l'agriculture (en particulier les cultures de rente), l'agroalimentaire, le commerce de gros et de détail, le tourisme et les services de transport. Étant donné que le secteur agricole a l'impact le plus important sur la croissance économique (PIB), les politiques de soutien doivent être holistiques et soutenir l'ensemble de la chaîne de valeur des secteurs clés. Par exemple, soutenir le secteur agricole pour débloquer le potentiel d'emploi des jeunes et des femmes nécessiterait des efforts complémentaires d'investissement dans l'agro-transformation pour créer un marché et ajouter de la valeur aux produits agricoles. Cela permettrait d'accroître les efforts de création d'emplois pour les jeunes et les femmes en Ouganda.

Analyse de corrélation des facteurs agissant sur les multiplicateurs d'emploi des jeunes et des femmes

Dans cette section, nous utilisons les corrélations entre les multiplicateurs d'emploi, les multiplicateurs de production et les fuites pour identifier la direction et l'ampleur des facteurs économiques qui influent sur la capacité de l'économie

à générer une production et des emplois pour les jeunes et les femmes. La corrélation est comprise entre -1 et +1. Le coefficient -1 correspond à la corrélation ou relation négative extrême entre les multiplicateurs, tandis que le coefficient +1 correspond à la corrélation ou relation positive maximale entre les multiplicateurs. Nous évaluons les corrélations entre les variables suivantes : multiplicateurs de production, multiplicateurs d'emploi total, multiplicateurs d'emploi des jeunes, multiplicateurs d'emploi des femmes, taux de pénétration des importations (IPR), fuites multiplicatives et multiplicateurs de revenu du travail. Les résultats sont présentés dans l'encadré 1.

Encadré 1 : Corrélations entre les multiplicateurs basés sur la MCS 2016/17



Il existe une forte corrélation positive entre le multiplicateur de la production et le multiplicateur de l'emploi total dans tous les secteurs. Cela implique que l'augmentation de la production a un effet croissant sur la création d'emplois. Malgré cela, la corrélation entre le multiplicateur de la production et celui de l'emploi total est plus forte que celle entre les multiplicateurs de la production et l'emploi des jeunes et des femmes. Cela montre que les secteurs productifs sont

toujours dominés par le genre masculin et le groupe d'âge des non-jeunes. Il existe également une forte corrélation négative entre les multiplicateurs de production et la pénétration des importations et les fuites de multiplicateurs au niveau national et dans le secteur agricole. Cependant, au niveau sectoriel, il existe une relation faiblement positive entre les multiplicateurs de production et les fuites de multiplicateurs pour le secteur de l'industrie et des services. Cela montre que les importations agricoles sont en grande partie destinées à la consommation finale, tandis que les importations des secteurs de l'industrie et des services sont en grande partie des intrants intermédiaires et sont complémentaires de la production nationale. Ainsi, pour améliorer la production ainsi que l'emploi des jeunes et des femmes, il est nécessaire de réduire les fuites en adoptant des politiques de substitution des importations comme l'agro-transformation. Cela permettrait d'améliorer la productivité agricole et d'accélérer la valorisation des produits bruts ougandais.

Les multiplicateurs d'emploi des jeunes et des femmes ont une corrélation négative avec la pénétration des importations et les fuites multiplicatives. Cela s'explique par le fait que les importations externalisent les emplois potentiels qui résulteraient des chocs de demande supplémentaires. Ainsi, les fuites multiplicatives par le biais d'une plus forte pénétration des importations sont les principaux facteurs économiques ayant une incidence sur la capacité de l'économie à accroître la production et à accélérer la création d'emplois pour les jeunes et les femmes en Ouganda.

Obstacles à la stimulation de l'emploi dans les secteurs identifiés

Les résultats montrent que le secteur des services, suivi du secteur industriel, présente les multiplicateurs de revenu du travail les plus élevés, tant pour les jeunes que pour les femmes. En outre, la valeur ajoutée attribuée aux jeunes dans ces secteurs est largement portée par les jeunes qualifiés. Sur la base de l'UNHS 2019/20, environ 50,4% des jeunes sont employés dans l'agriculture et 54% d'entre eux sont non qualifiés. Le secteur de l'industrie emploie environ 36,8% des jeunes, dont 53,3% sont qualifiés et 14,2% sont semi-qualifiés. Le secteur des services emploie environ 12,9% des jeunes, dont 68,4% sont qualifiés, 10,7% sont semi-qualifiés et 20,9% sont non qualifiés. Cela montre que les compétences limitées des jeunes constituent un obstacle à la migration de la main-d'œuvre jeune des secteurs à faible multiplicateur de revenu (comme l'agriculture) vers des secteurs à plus fort multiplicateur de revenu du travail (comme les services et l'industrie). Il est donc nécessaire d'adopter une politique résolue pour doter les jeunes de compétences afin de faciliter la migration et la productivité entre les secteurs.

Le secteur de l'industrie, en particulier l'agro-transformation, s'est avéré avoir à la fois des multiplicateurs de production et d'emploi importants pour les jeunes

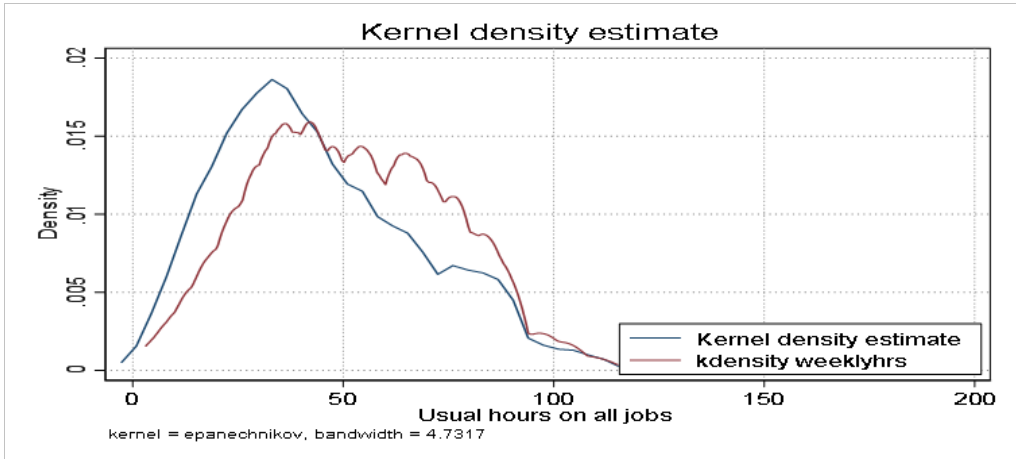
et les femmes. Cependant, environ 24,3 % du multiplicateur de produits de base provenant d'une demande supplémentaire dans le secteur de l'agro-transformation s'échappent de l'économie, externalisant ainsi des emplois potentiels. Et environ 37,6 % du multiplicateur des produits de base dans le sous-secteur de l'industrie lourde ne se traduit pas par une expansion de la production en raison des fuites. Enfin, environ 31,5 % des multiplicateurs générés dans l'industrie manufacturière légère s'échappent du système économique. Ces taux élevés de fuites de la production potentielle constituent une barrière implicite à la croissance des opportunités d'emploi dans le secteur industriel. Les deuxièmes et troisièmes plans de développement nationaux (NDP II et NDP III) ont identifié l'expansion de l'industrialisation comme la principale voie de création d'emplois pour les jeunes. En conséquence, des politiques telles que le développement de parcs industriels, des incitations fiscales et d'autres incitations comme la mise à disposition de terrains industriels gratuits ont été adoptées. Malgré ces mesures, les taux élevés de fuites dans le secteur industriel constituent une barrière silencieuse aux efforts du gouvernement pour créer des emplois pour les jeunes et les femmes par le biais de l'industrialisation. La solution à ce problème serait de se concentrer davantage sur le chapitre de l'industrialisation qui exige que les matières premières soient produites localement, et également d'adopter la substitution des importations pour les biens industriels qui sont largement importés. Ces mesures permettront au secteur industriel de créer plus d'emplois pour les jeunes et les femmes par unité de demande qui émerge.

Dans les analyses précédentes, nous avons établi qu'il existe des différences entre les jeunes hommes et les jeunes femmes quant à l'accès à l'emploi dans les différents secteurs. En outre, il existe des différences dans leur contribution à la production totale ou à la valeur ajoutée. Dans la section suivante, nous analysons s'il existe effectivement des inégalités liées au genre. De plus, nous tentons d'identifier les causes de ces inégalités et d'établir si elles découlent du contexte socio-économique des jeunes, ainsi que leurs effets sur l'accès des jeunes à l'emploi dans les secteurs de croissance. Nous avons utilisé les données de l'enquête UNHS 2019/20 pour entreprendre l'analyse et les estimations.

Mesurer l'inégalité

Nous avons utilisé l'estimation de la densité de Kernel et les coefficients de Gini pour mesurer l'inégalité d'accès à l'emploi liée au genre, aux facteurs spatiaux et socio-économiques parmi les jeunes. Les résultats sont présentés dans la figure 4. La densité de Kernel est une estimation de densité non paramétrique qui permet de stimuler la forme de la distribution et aide donc à visualiser l'inégalité réelle d'accès à l'emploi. Plus l'inégalité d'accès est grande, plus la distribution est étalée.

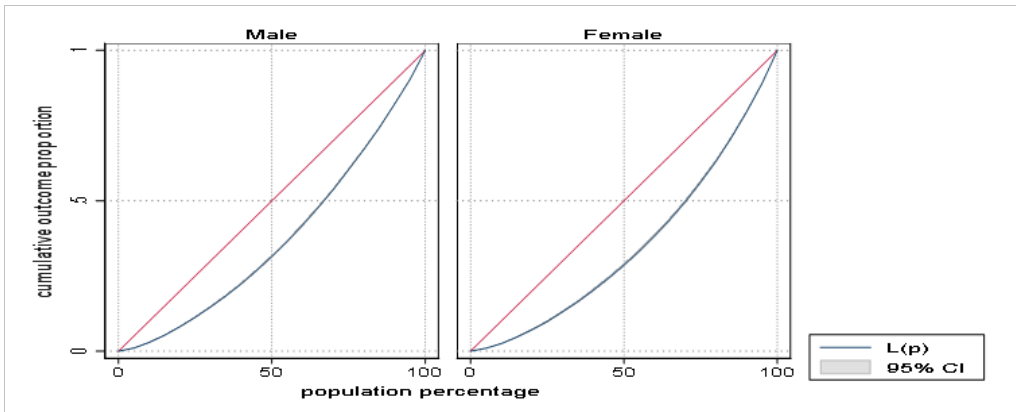
Figure 4 : Estimation de la densité de Kernel des inégalités d'accès à l'emploi selon le genre et le nombre d'heures effectivement travaillées par semaine



Source : UNHS (2019/20).

Le coefficient de Gini prend les valeurs entre 0 et 1. Si l'accès à l'emploi est parfaitement réparti de manière égale, le coefficient de Gini serait égal à zéro, et il est égal à 1 lorsqu'il est parfaitement réparti de manière inégale. La figure 5 montre qu'il existe une plus grande inégalité observable en matière d'emploi chez les jeunes femmes que chez les jeunes hommes.

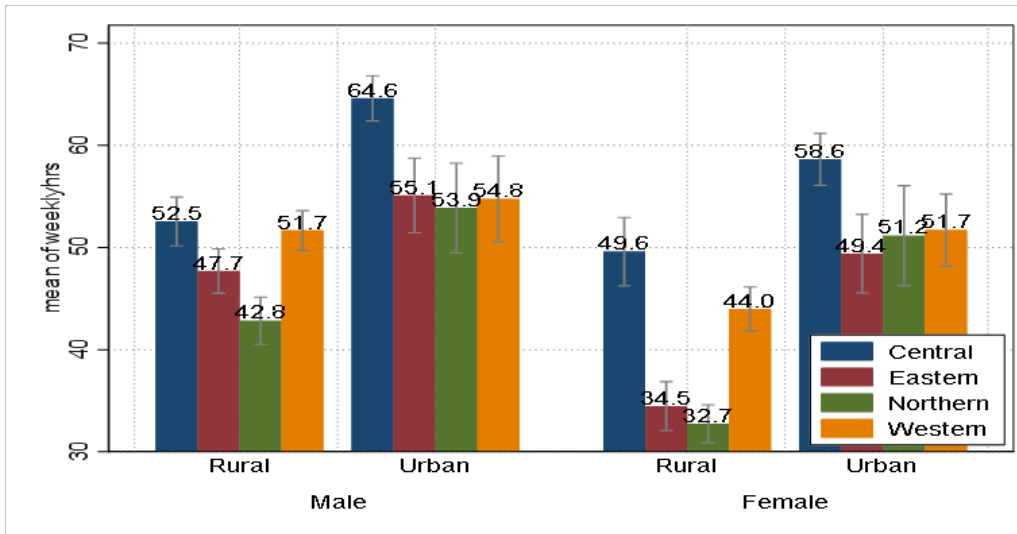
Figure 5 : Mesure de l'inégalité du coefficient de Gini des heures hebdomadaires travaillées par genre



Source : UNHS (2019/20).

Le graphique 6 montre le nombre moyen d'heures de travail hebdomadaire des jeunes hommes et des jeunes femmes. Un coup d'œil rapide à ce graphique montre que les jeunes hommes travaillent plus d'heures que leurs homologues féminines dans les zones urbaines de toutes les régions. De façon surprenante, les jeunes femmes de toutes les régions rurales travaillent moins d'heures par semaine que leurs homologues masculins.

Figure 6 : Heures hebdomadaires moyennes travaillées par les jeunes selon la région et le lieu de résidence



Source : UNHS (2019/20)

Le tableau 8 présente les caractéristiques de base des jeunes pour l'ensemble de l'échantillon et par genre. En termes de lieu de résidence, les données montrent qu'un plus grand nombre de jeunes (60,5 %) vivent dans des zones rurales, contre 39,5 % dans des zones urbaines. Par genre, les jeunes hommes (63,7%) sont plus nombreux à vivre en milieu rural que les jeunes femmes (56,6%), tandis que les jeunes femmes (43,4%) sont plus nombreuses à vivre en milieu urbain que les jeunes hommes (36,3%). En termes d'éducation, seulement 14,2 % des jeunes ont fait des études postsecondaires, sans grande différence entre les hommes et les femmes. Sur le plan de la répartition régionale, une grande partie des jeunes (44,1 %) se trouvent dans la région du Centre et peu de jeunes (15,9 %) dans la région du Nord.

Tableau 8 : Caractéristiques générales des jeunes par genre

	Homme	Femme	Echantillon complet
<i>Résidence</i>			
Rural	63.7	56.6	60.5
Urbain	36.3	43.4	39.5
<i>Niveau d'éducation</i>			
Pas d'éducation formelle	4.9	8.8	6.7
Primaire partiel	33	28.1	30.7
Primaire complet	13.4	12.7	13.1
Secondaire partiel	19.2	21.4	20.2
Secondaire achevé	15.4	14.5	15
Post-secondaire plus	14.1	14.3	14.2
<i>Région</i>			
Centrale	44	44.3	44.1
Est	20.3	17	18.8
Nord	12.7	19.8	15.9
Ouest	23	19	21.2
Total	100	100	100

Source : Calcul des auteurs à partir de l'UNHS (2019/20).),

Caractéristiques et répartition de la main-d'œuvre

Le tableau 9 présente le pourcentage de la main-d'œuvre par genre, résidence et région. Le tableau 9 indique qu'il y a plus d'hommes hautement qualifiés (6,2%) que de femmes (4,8%). De même, pour tous les niveaux de compétences de la main-d'œuvre (qualité), les travailleurs masculins ont de meilleures compétences que les femmes, à l'exception des travailleurs non qualifiés qui comprennent plus de femmes (54,5%) que d'hommes (46,9%). En termes de résidence, les travailleurs urbains (12,2%) sont hautement qualifiés contre 2,8% en milieu rural, tandis que 58,5% des travailleurs ruraux sont non qualifiés contre 31,3% de leurs homologues urbains. L'analyse des compétences par les quatre principales régions administratives indique que la région centrale compte 9,4 % de travailleurs qualifiés, suivie de 5 % dans la région occidentale, tandis que la région du Nord est très bien placée (65,9 %) pour la main-d'œuvre non qualifiée, suivie de la région orientale (57,6 %), de la région occidentale (53,6 %) et de la région centrale (32,8 %).

Tableau 9 : Répartition en pourcentage du niveau de compétence de la main-d'œuvre par genre, résidence et région

	Genre		Résidence		Région				Total
	Femme	Homme	Rural	Urbain	Central	Orientale	Nord	Occidentale	
Non qualifiés	54.5	46.9	58.5	31.3	32.8	57.6	65.9	53.6	50.9
Qualifié	28.2	33.2	25.1	44.7	43.3	27.5	20.4	26.8	30.6
Semi-qualifié	12.5	13.8	13.6	11.8	14.5	11.8	10.8	14.5	13.1
Hautement qualifié	4.8	6.2	2.8	12.2	9.4	3.2	3.0	5.0	5.5
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : Calculs des auteurs à partir de l'enquête nationale sur les ménages ougandais (UBoS, 2019/20).

Le tableau 10 examine dans quelle mesure l'emploi des jeunes diffère selon le genre dans les différents secteurs. Dans l'ensemble, les jeunes sont plus nombreux à travailler dans le secteur agricole (34,4 %). Par genre, plus de jeunes hommes (36,1%) que de jeunes femmes (32,4%) sont employés dans le secteur de l'agriculture. Les résultats montrent que les autres services (21,4%) suivis du commerce (20,7%) emploient plus de jeunes en Ouganda que les autres secteurs.

Tableau 10 : Répartition en pourcentage du secteur d'emploi par genre

	Homme	Femme	Echantillon complet
Agriculture	36.1	32.4	34.4
Exploitation minière	1.3	0.8	1.1
Fabrication	8.1	9.9	8.9
Services publics	0.5	0.1	0.3
Construction	10.9	0.4	6.1
Commerce	15.5	27	20.7
Transport	11.1	0.2	6.2
Finance	0.8	1	0.9
Autres services	15.6	28.4	21.4

Source : Calculs des auteurs à partir de l'enquête nationale sur les ménages ougandais (UBoS, 2019/20).

Même au niveau le plus agrégé, l'analyse descriptive montre des schémas de transition professionnelle sensiblement différents selon les régions, le genre et le lieu de résidence. Le tableau 11 présente le niveau de transition des jeunes dans leur situation d'emploi. Les résultats montrent que 38,5 % des jeunes hommes ont accédé à des emplois stables, contre 25,4 % de leurs homologues féminines, tandis que davantage de jeunes femmes (39,4 %) ont accédé à des emplois satisfaisants que les jeunes hommes (32,3 %) et davantage de jeunes femmes (35,2 %) sont en transition que les jeunes hommes (29,2 %). De même, plus de jeunes urbains (36,5%) ont accédé à un emploi stable que leurs homologues ruraux (30%), tandis que les jeunes ruraux

(37,5%) ont accédé à un emploi satisfaisant que les jeunes urbains (32,5%), et plus de jeunes ruraux (32,5%) sont en transition que les jeunes urbains (31%). Par région, c'est dans l'Est (35,8 %) puis dans l'Ouest (35,7 %) que les jeunes ont le plus souvent accédé à un emploi stable, tandis que dans l'Ouest (39,7 %), ils ont accédé à un emploi satisfaisant et dans le Nord (39,2 %), ils sont en transition.

Tableau 11 : Répartition en pourcentage des étapes de transition des jeunes selon les variables du contexte

	Accédé a un emploi stable	Accédé à un emploi satisfaisant	En transition	Total
Genre				
Homme	38.5	32.3	29.2	100
Femme	25.4	39.4	35.2	100
Résidence				
Rural	30	37.5	32.5	100
Urbaine	36.5	32.5	31	100
Région				
Centrale	33.3	36.5	30.3	100
Orientale	35.8	26.3	37.9	100
Nord	22.6	38.2	39.2	100
Ouest	35.7	39.7	24.6	100
Total	32.6	35.5	31.9	100

Source : Calcul des auteurs à partir de l'enquête nationale sur les ménages ougandais (UBoS, 2019/20).

Le tableau 12 présente les catégories d'emploi pour l'ensemble de l'échantillon et par genre. Le tableau 12 indique qu'il y a plus de jeunes femmes (22,5 %) que de jeunes hommes (20,5 %) qui occupent un emploi agricole. Cependant, les jeunes hommes (17,1 %) sont plus nombreux que les jeunes femmes (11,1 %) à occuper un emploi salarié agricole. Il est intéressant de noter qu'un plus grand nombre de jeunes femmes (40 %) que de jeunes hommes (27 %) exercent un emploi indépendant non rémunéré, avec un total de 32,9 % des jeunes employés dans un emploi indépendant non agricole à l'échelle nationale. Les données montrent également que les jeunes hommes (35,5 %) sont plus nombreux que les jeunes femmes (26,4 %) à occuper un emploi salarié non agricole.

Tableau 12 : Emploi, profession des jeunes par genre

Statut en matière d'emploi	Homme	Femme	Echantillon complet
Emploi dans une ferme	20.5	22.5	21.4
Emploi salarié agricole	17.1	11.1	14.4
Emploi indépendant non agricole	27	40	32.9
Emploi salarié non agricole	35.5	26.4	31.4

Source : Calcul des auteurs à partir de l'enquête nationale sur les ménages ougandais (UBoS, 2019/20).

L'analyse de la proportion de jeunes par statut d'emploi et caractéristiques de base est présentée dans le tableau 13. On observe qu'en Ouganda, près de 93 % des jeunes, hommes et femmes, sont employés dans le secteur informel, et seulement 7 % dans le secteur formel de l'économie. En termes d'éducation, seulement 23,9% des jeunes ayant suivi un enseignement post-secondaire sont employés dans les secteurs formels de l'économie, tandis que pour les catégories d'éducation inférieures, les données montrent que moins de 10% des jeunes sont engagés dans des activités économiques formelles. En ce qui concerne l'emploi des jeunes au niveau régional, les jeunes sont principalement employés dans des activités économiques informelles. Il est intéressant de noter que les données montrent que, par secteur d'activité, seule la finance (37,8 %) suivie des autres services (16,1 %) emploient une grande proportion de jeunes, tandis que les autres secteurs emploient principalement les jeunes dans des activités informelles.

L'analyse de la situation de l'emploi et des caractéristiques de base est présentée dans le Tableau 14. Pour ce qui est du genre, les jeunes hommes (17,4 %) sont plus nombreux que les jeunes femmes (14,2 %) à occuper un emploi salarié permanent, tandis qu'un grand nombre de jeunes hommes (33,4 %), contre 21,8 % de jeunes femmes, occupent un emploi temporaire. En outre, les jeunes femmes (46,3 %) contre 41,1 % des jeunes hommes travaillent dans des activités génératrices de revenus, tandis que 17,8 % des jeunes femmes contre 8 % seulement travaillent comme employées familiales. Il est intéressant de noter que les données montrent que l'éducation est une condition fondamentale pour l'entrée des jeunes sur le marché du travail formel. En effet, environ 45,5 % des jeunes ayant suivi des études postsecondaires occupent un emploi salarié, alors que très peu de jeunes n'ayant pas suivi d'études secondaires occupent un emploi salarié. Les données montrent également que la majorité des jeunes n'ayant pas suivi d'études secondaires exercent des activités temporaires et d'autres activités génératrices de revenus. A l'inverse, très peu de jeunes ayant un niveau d'éducation secondaire et plus sont engagés dans des activités contribuant au travail familial, alors qu'une proportion raisonnable de jeunes ayant un niveau d'éducation inférieur sont engagés dans des activités contribuant au travail familial. Nous observons que l'emploi salarié des jeunes est plus élevé dans les zones urbaines (24,8%) que dans les zones rurales (10,8%), tandis que les activités génératrices de revenus emploient plus de jeunes dans les zones rurales (44%) que dans les zones urbaines (42,3%). En outre, les jeunes des zones rurales sont plus nombreux à contribuer au travail familial (14,9%) que les jeunes des zones urbaines (7,8%). La répartition régionale de l'emploi salarié des jeunes révèle que la région du Centre est la plus élevée avec 20,8% et un emploi de type vacataire de 22,8%, et des entreprises génératrices de revenus pour les jeunes (45,7%), tandis que la région de l'Est a le plus faible emploi salarié (11,1) mais domine en termes d'emploi de type vacataire (41,9%). La désagrégation de l'emploi des jeunes par industrie révèle que l'industrie des services publics fournit plus d'emplois salariés pour les jeunes (65,4%), suivie par l'industrie de la finance (55,1%), l'industrie des autres services (44,2%), et la plus faible dans l'industrie minière (2,2).

Tableau 13 : Proportion de jeunes selon la situation professionnelle et les variables de base (%)

	Emploi formel	Emploi informel
Genre		
Homme	7.1	92.9
Femme	7.0	93.0
Niveau d'éducation		
Pas d'éducation formelle	0.9	99.1
Un peu de primaire	0.8	99.2
Primaire complet	1.3	98.7
Secondaire partiel	9.1	90.9
Secondaire achevé	6.0	94.0
Post-secondaire plus	23.9	76.1
Résidence		
Rural	4.4	95.6
Urbaine	10.6	89.4
Région		
Centre	9.6	90.4
Orientale	5.2	94.8
Nord	4.9	95.1
Ouest	5.8	94.2
Secteur d'emploi pour l'emploi principal		
Agriculture	0.0	100.0
Exploitation minière	0.0	100.0
Fabrication	3.8	96.2
Services publics	7.7	92.3
Construction	2.8	97.2
Commerce	5.8	94.2
Transport	3.1	96.9
Finance	37.8	62.2
Autres services	16.1	83.9
Total	7.1	92.9

Source : Calculs des auteurs à partir de l'enquête nationale sur les ménages ougandais (UBoS, 2019/20).

Quant à l'emploi saisonnier des jeunes, il est le plus élevé dans l'industrie minière (51,2 %), suivie de l'industrie agricole (35,9 %), des autres services (28,6 %) et le plus faible dans l'industrie financière (6,1 %). Il est intéressant de noter que l'emploi des jeunes dans les entreprises génératrices de revenus est le plus élevé dans le commerce (73,1%), suivi par l'industrie manufacturière (62,6%), l'industrie des transports (53%), l'industrie minière (39%), et le plus faible dans l'industrie de la construction (17,3%). Comme prévu, la contribution au travail familial est la plus élevée dans l'agriculture (24%), et la plus faible dans les services publics et la construction.

Tableau 14 : Statut d'emploi par variables contextuelles

	Salaire/ travailleur	Employé temporaire	Entreprise génératrice de revenus	Travailleur familial cotisant
Genre				
Homme	17.4	33.4	41.1	8.0
Femme	14.2	21.8	46.3	17.8
Niveau d'éducation				
Pas d'éducation formelle	7.1	29.6	44.3	19.0
Quelques années de primaire	6.3	38.7	41.4	13.7
Primaire complet	7.7	25.9	52.7	13.6
Secondaire partiel	18.7	24.1	45.0	12.3
Secondaire achevé	16.9	27.7	45.6	9.8
Post-secondaire plus	45.5	12.9	36.1	5.5
Résidence				
Rural	10.8	30.3	44.0	14.9
Urbaine	24.8	25.0	42.3	7.8
Région				
Centre	20.8	22.8	45.7	10.6
Orientale	11.1	41.9	35.6	11.4
Nord	10.4	20.4	53.8	15.5
Ouest	15.4	32.8	38.1	13.7
Secteur d'emploi pour l'emploi principal				
Agriculture	3.8	35.9	36.3	24.0
Exploitation minière	2.2	51.2	39.0	7.6
Fabrication	11.7	16.9	62.6	8.8
Services publics	65.4	8.7	25.9	0.0
Construction	11.4	71.3	17.3	0.0
Commerce	8.5	9.2	73.1	9.3
Transport	22.8	23.5	53.2	0.5
Finance	55.1	6.1	35.3	3.5
Autres secteur des services	44.2	28.6	23.7	3.5
Total	16.0	28.4	43.4	12.2

Source : Calcul des auteurs à partir de l'enquête nationale sur les ménages ougandais (UBoS, 2019/20).

Le tableau 15 présente l'analyse du chômage des jeunes et de la main-d'œuvre potentielle par genre et au niveau national. Le tableau 15 montre que, globalement, en Ouganda, 25,2 % des jeunes des zones urbaines sont au chômage, contre 37,4 % dans les zones rurales. En termes de genre, davantage de jeunes hommes en milieu rural (38 %) qu'en milieu urbain (25,1 %) ont un emploi, tandis que les jeunes femmes en milieu urbain (32,3 %) et en milieu rural (36,6 %) sont au chômage, quel que soit

leur niveau d'éducation. On observe qu'en Ouganda, près de 26 % et 32,1 % des jeunes hommes et femmes des zones urbaines et rurales ayant suivi un enseignement post-secondaire sont au chômage. Par genre, les jeunes hommes urbains (23 %) et les jeunes hommes ruraux (30,7 %) ayant suivi un enseignement post-secondaire sont au chômage, tandis que les jeunes femmes urbaines (29,5 %) et les jeunes femmes rurales (34,3 %) ayant suivi un enseignement post-secondaire sont au chômage. En ce qui concerne le faible niveau d'éducation, il y a une grande proportion de jeunes hommes et de jeunes femmes au chômage dans les zones rurales et urbaines. Cela confirme que les possibilités d'emploi sont assez rares dans les zones rurales du pays. Il est intéressant de noter que les données montrent que les jeunes hommes urbains (22,5 %) sont au chômage par rapport aux jeunes femmes urbaines (30,2 %), tandis que les jeunes hommes ruraux (35,1 %) sont au chômage par rapport aux jeunes femmes rurales (44,4 %) parmi les jeunes ayant terminé leurs études secondaires. Mais en moyenne, les jeunes ruraux (38,6 %) sont plus nombreux à être au chômage que les jeunes urbains (26,2 %) ayant suivi des études secondaires.

Tableau 15 : Chômage et potentiel d'inégalité de la main-d'œuvre (%)

Niveau d'instruction	Homme			Femme			Total		
	Rural	Urbain	En-semble	Rural	Urbain	En-semble	Rural	Urbain	All
Pas d'éducation formelle	36.0	41.0	37.1	35.8	24.8	33.4	35.9	31.6	34.9
Un peu de primaire	44.1	37.2	43.0	54.1	43.4	52.0	48.7	40.5	47.2
Primaire complet	43.2	29.8	39.9	49.7	39.9	46.7	46.1	35.0	43.1
Secondaire partiel	43.2	27.2	37.5	51.5	40.8	46.8	47.1	34.7	42.2
Secondaire achevé	35.1	22.5	29.6	44.4	30.2	36.7	38.6	26.2	32.7
Post-secondaire plus	30.7	23.0	25.9	34.3	29.5	31.0	32.1	26.0	28.1
Total	38.0	25.1	33.9	36.5	25.2	32.3	37.4	25.2	33.2

Source : Calcul des auteurs à partir de l'enquête nationale sur les ménages ougandais (UBoS, 2019/20)

Le tableau 16 montre la répartition des compétences des jeunes employés dans les différents secteurs du pays. On peut observer que le secteur de l'agriculture emploie principalement des jeunes hommes (52,1%) et des jeunes femmes (52%) non qualifiés, des jeunes hommes (41,8%) et des jeunes femmes (39,2%) semi-qualifiés et des jeunes hommes (24,5%) et des jeunes femmes (18,1%) proportionnellement qualifiés. Les autres services emploient environ 25,5% de jeunes hommes qualifiés et 39,4% de jeunes femmes qualifiées. De même, le secteur du commerce emploie environ 17,9% de jeunes hommes qualifiés contre 31,6% de jeunes femmes qualifiées. Cela montre un plus grand potentiel d'absorption des jeunes femmes qualifiées en termes d'emploi. Il est intéressant de noter que le secteur des transports est dominé par les jeunes hommes qualifiés (11,3%) contre seulement 0,4% de jeunes femmes qualifiées. D'autres observations révèlent que les hommes qualifiés dominent dans le secteur de la construction (10,6%) contre

seulement 0,4% de femmes qualifiées. Il est surprenant de constater que des secteurs clés comme l'exploitation minière et les services publics emploient très peu de jeunes qualifiés. Cependant, les secteurs du commerce et de la construction emploient davantage de jeunes semi-qualifiés, hommes et femmes, que de jeunes qualifiés. Il est également intéressant de noter qu'un nombre raisonnable de jeunes hommes et femmes non qualifiés sont employés dans le commerce et la construction. Cela peut être attribué au fait qu'ils fournissent un travail manuel qui ne requiert pas de compétences spécifiques et qui est mal payé.

Tableau 16 : Secteur d'emploi selon le niveau de compétence

Secteur	Non qualifiés		Semi-qualifié		Qualifié	
	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme
Agriculture	52.1	52.0	41.8	39.2	24.5	18.1
Exploitation minière	2.3	1.0	0.9	1.1	0.6	0.5
Fabrication	7.0	12.1	7.1	9.6	7.2	8.3
Services publics	0.0	0.0	0.0	0.0	1.0	0.1
Construction	7.3	0.4	10.9	0.6	10.6	0.2
Commerce	12.7	18.7	16.3	28.7	17.9	31.6
Transport	10.3	0.0	13.3	0.0	11.3	0.4
Finance	0.0	0.2	0.0	0.0	1.4	1.3
Autres services	8.2	15.6	9.7	20.7	25.5	39.4
Total	100	100	100	100	100	100

Source : Calcul des auteurs à partir de l'enquête nationale sur les ménages ougandais (UBoS, 2019/20).

L'analyse de la participation des jeunes à la main-d'œuvre selon le niveau d'éducation dans le Tableau 17 montre que, globalement en Ouganda, 55,5 % des jeunes dans les zones urbaines sont employés contre 45,9 % dans les zones rurales. En termes de genre, plus de jeunes hommes en milieu urbain (65,9 %) que de jeunes hommes en milieu rural (57,2 %) sont employés, tandis que les jeunes femmes en milieu urbain (47,2 %) et les jeunes femmes en milieu rural (36 %) participent à la main-d'œuvre, quel que soit le niveau d'éducation. On observe qu'en Ouganda, près de 74,8 % et 67,3 % des jeunes hommes et des jeunes femmes employées dans les zones urbaines et rurales et ayant suivi des études postsecondaires sont employés. Pour ce qui est du genre, les jeunes hommes urbains (82,8 %) et les jeunes hommes ruraux (76,4 %) ayant suivi des études postsecondaires sont employés, tandis que les jeunes femmes urbaines (66,9 %) et les jeunes femmes rurales (55,7 %) ayant suivi des études postsecondaires sont employées. En termes d'éducation, seulement 63,8% et 58,1% des jeunes urbains et ruraux ayant terminé leurs études secondaires ont un emploi, tandis que pour les catégories d'éducation inférieures, les données montrent qu'environ 66,4% des jeunes hommes urbains et 62,4% des jeunes hommes ruraux ont un emploi, contre 53,5% des jeunes femmes urbaines et 40,6% des jeunes femmes rurales.

Tableau 17 : Taux de participation au marché du travail selon le niveau d'instruction

	Homme			Femme			Total		
	Rural	Urbain	En-semble	Rural	Urbain	En-semble	Rural	Urbain	En-semble
Pas d'éducation formelle	62.4	66.4	63.3	40.6	53.5	43.1	48.2	58.3	50.2
Un peu de primaire	53.1	56.6	53.7	33.9	39.4	34.9	43.0	46.9	43.7
Primaire complet	64.4	66.1	64.8	35.6	45.8	38.3	48.7	54.5	50.1
Secondaire partiel	49.7	54.0	51.2	32.1	39.5	35.0	40.3	45.3	42.2
Secondaire achevé	68.3	76.5	71.7	45.6	53.4	49.5	58.1	63.8	60.7
Post-secondaire plus	76.4	82.8	80.2	55.7	66.9	63.0	67.3	74.9	72.1
Total	57.2	65.9	59.6	36	47.2	39.5	45.9	55.4	48.8

Source : Calculs des auteurs à partir de l'enquête nationale sur les ménages ougandais (UBoS, 2019/20).

Déterminants de la participation des jeunes au marché du travail

Pour vérifier si les jeunes choisissent eux-mêmes de faire partie de la population active, nous avons estimé un modèle de sélection à deux étapes de Heckman en utilisant un riche ensemble de variables visant à saisir les différences observables dans le taux d'activité des jeunes. L'équation de sélection de première étape est estimée par un modèle probit (colonne 1, tableau 18). Ensuite, nous calculons le ratio inverse de Mills (IMR, également appelé Lambda), qui tient compte de l'éventuel biais de sélection, qui est non significatif aux niveaux conventionnels. Cela implique qu'il n'y a pas de biais de sélection significatif dans la participation au marché du travail. Par conséquent, nous utilisons un modèle Tobit de type 1. Nous présentons les coefficients au tableau 18 et les effets marginaux (EM) au tableau 19 des modèles respectifs. Les effets marginaux quantifient l'effet réel de chaque prédicteur sur les probabilités estimées.

Les estimations présentées dans le tableau 19 et le résumé des principaux résultats dans le tableau 20 suggèrent que l'augmentation de la taille du ménage accroît la probabilité de participer à la population active (PPA) et d'occuper un emploi. Le tableau 19 présente les coefficients pour la participation à la population active et l'équivalent temps plein (ETP). Tout d'abord, nous constatons que le fait d'être scolarisé réduit les niveaux de LFP et d'ETP dans toutes les classifications professionnelles, à l'exception du travail dans sa propre exploitation. Ces résultats sont particulièrement forts pour les jeunes femmes. Le fait d'être scolarisé a un effet négatif important sur la LFP, en raison du manque de temps. Elle a également un effet négatif sur les ETP. Les programmes scolaires en Ouganda ont été établis de manière à ce que les individus puissent participer à leur propre exploitation agricole, et cette dernière offre une flexibilité qui permet aux individus de cultiver pendant la période où ils ne sont pas en classe. En revanche, l'emploi salarié exige une activité à plein temps et se déroule tout au long de l'année. Ce résultat est similaire à celui de van den Broeck & Kilic (2019) qui ont constaté que l'inscription à l'école a le plus grand impact négatif sur l'emploi non agricole dans les zones urbaines où il est dominé par les emplois salariés.

Tableau 18 : Déterminants de la participation au marché du travail et de l'emploi à temps plein

Variables	Équations de participation			Équations de sélection de Heckman		
	Coef	P-vale	Coef	P-vale	Coef	P-vale
Éducation (RC : aucune éducation)						
					0.189**	(0.032)
					0.189**	(0.032)
					0.189**	(0.032)
Éducation (RC : aucune éducation)						
Primaire	0.127*	(0.095)	0.151	(0.222)	0.128	(0.128)
Secondaire	0.191**	(0.015)	0.179	(0.167)	0.189**	(0.032)
Post-secondaire	0.129	(0.155)	0.305*	(0.064)	0.120	(0.255)
Femmes	-0.023	(0.908)	-0.355	(0.266)	-0.031	(0.880)
Éducation des femmes (CR : aucune éducation)						
Femme avec primaire	0.224**	(0.015)	-0.770***	(0.000)	0.243*	(0.091)
Femme avec secondaire	0.181*	(0.061)	0.591***	(0.000)	0.192	(0.134)
Femmes ayant un niveau post-secondaire	0.141	(0.225)	0.476**	(0.017)	0.155	(0.249)
Zone urbaine	0.003	(0.963)	0.163	(0.126)	-0.001	(0.989)
Femmes en zone urbaine	-0.002	(0.969)	-0.014	(0.880)	0.001	(0.988)
Taille du ménage rural	-0.013	(0.132)	-0.003	(0.847)	-0.013	(0.163)
Taille du ménage urbain	0.005	(0.705)	-0.022	(0.280)	0.005	(0.710)
À l'école	-0.588***	(0.000)	-1.288***	(0.000)	-0.586***	(0.008)
Âge de l'homme	0.008	(0.113)	-0.017*	(0.077)	0.009	(0.115)
Âge de la femme	0.008*	(0.067)	-0.012**	(0.044)	0.009*	(0.054)

suite page suivante

Tableau 18 Continué

Variables	Équations de participation				Équations de sélection de Heckman			
	Coef	P-vale	Coef	P-vale	Coef	P-vale	Coef	P-vale
<i>Indice de richesse (RC : très pauvre)</i>								
Pauvre	0.089**	(0.041)	0.053	(0.396)	0.096**	(0.045)	0.091	(0.166)
Non pauvres	0.118***	(0.007)	0.144**	(0.025)	0.138**	(0.015)	0.232***	(0.001)
Riche	0.158***	(0.000)	0.231***	(0.000)	0.173***	(0.007)	0.325***	(0.000)
Très riche	0.159***	(0.000)	0.374***	(0.000)	0.170**	(0.032)	0.490***	(0.000)
Après l'épidémie de COVID-19	0.050**	(0.039)	-0.136***	(0.000)	0.053*	(0.071)	-0.150***	(0.000)
A reçu des transferts de fonds	-0.173***	(0.000)	0.234***	(0.000)	-0.174***	(0.000)	0.255***	(0.000)
Possède des terres agricoles	-0.129***	(0.000)	-0.155***	(0.000)	-0.131***	(0.000)	-0.195***	(0.000)
Enregistré sous forme numérique			0.150***	(0.000)			0.162***	(0.000)
Membre d'un groupe agricole			0.094	(0.288)			0.108	(0.341)
Constante	3.669***	(0.000)	0.775***	(0.004)	3.683***	(0.000)	0.647**	(0.027)
lambda							-0.704***	(0.001)
Observations	5,005		5,005		5,005		5,005	

Note : Les valeurs-p sont entre parenthèses : *** p<.01, ** p<.05, * p<.1.

Il est intéressant de noter que les résultats montrent que les jeunes femmes n'ont pas d'effet significatif sur la participation au marché du travail et l'ETP par rapport à leurs homologues masculins. En revanche, l'achèvement des études primaires, secondaires et postsecondaires par les femmes a un effet significatif sur la LFP et l'ETP. Ces résultats reflètent également ceux de Filmer et Fox (2014), qui ont constaté que l'achèvement d'études primaires, secondaires et postsecondaires augmente la probabilité de participer au marché du travail et influence l'ETP des jeunes. En outre, les jeunes des zones urbaines sont incités à participer à la vie active, et l'impact sur l'ETP est positif. Cette variable, à l'exception de l'emplacement, est également considérée comme l'un des prédicteurs potentiels susceptibles d'influer sur la participation des jeunes au marché du travail et d'augmenter la probabilité d'ETP chez les jeunes. Cette constatation est conforme aux résultats de notre modèle multiplicateur de la MCS, selon lequel, en moyenne, les jeunes qualifiés/éduqués ajoutent plus de valeur à la production totale que leurs homologues non qualifiés. Bien que le fait d'être une jeune femme vivant dans une zone urbaine n'ait pas d'influence sur la participation au marché du travail et l'ETP.

Comme prévu, le fait d'être scolarisé réduit à la fois la participation au travail et l'ETP des jeunes dans tous les modèles estimés. Les résultats indiquent que l'âge des jeunes présente un lien positif avec la LFP des jeunes, mais un lien négatif avec l'ETP des jeunes, tant pour les hommes que pour les femmes. En outre, le statut de richesse des jeunes a un effet positif significatif sur la LFP et l'ETP. Les résultats montrent que plus le statut de richesse d'une personne augmente, plus l'effet de sa participation au marché du travail est important, avec un effet plus important pour les jeunes des ménages les plus riches par rapport à leurs homologues des autres catégories.

Le tableau 19 présente les effets marginaux pour l'estimation de la participation au marché du travail en utilisant le maximum de vraisemblance et Heckman à deux étapes. Les résultats du tableau 19 suggèrent que l'éducation a un effet significatif sur la participation des jeunes au marché du travail. Tous les niveaux d'éducation ont une probabilité positive d'engagement des jeunes dans la population active. Le fait d'avoir fait des études primaires augmente la probabilité de participation des jeunes à la vie active de 27 à 28 points de pourcentage, les études secondaires de 30 à 31 points de pourcentage et les études postsecondaires de 21 à 23 points de pourcentage par rapport aux jeunes qui n'ont pas fait d'études. De même, le fait de vivre dans une zone urbaine présente une probabilité positive de participer à la vie active par rapport à ses homologues vivant dans des zones rurales. Le fait de vivre dans une zone urbaine augmente la probabilité de participation des jeunes au marché du travail de 7 à 10 points de pourcentage, tandis que le fait d'être scolarisé réduit la participation des jeunes au marché du travail de 59 à 75 points de pourcentage. La taille du ménage des jeunes présente une association négative entre la participation au marché du travail et l'emploi. Les résultats montrent qu'un membre supplémentaire du ménage réduit la probabilité d'être actif de 0,8 point de pourcentage. Par ailleurs, les résultats montrent que l'âge a toujours une influence sur la probabilité de participation des jeunes au marché du travail. Les résultats montrent qu'une année supplémentaire dans l'âge du jeune augmente la probabilité d'être actif de 9 points de pourcentage.

Comme prévu, le statut de richesse a un effet significatif sur la participation des jeunes au marché du travail. Les résultats montrent que le fait d'être pauvre augmente la probabilité de participation des jeunes au marché du travail de 10 points de pourcentage, les non-pauvres de 14 points de pourcentage, les riches et les très riches de 17 points de pourcentage par rapport à leurs homologues très pauvres. Ces résultats sont le reflet fidèle de la situation sur le terrain en Ouganda. En général, ce sont les enfants des riches qui obtiennent un emploi plus rapidement que leurs homologues pauvres, probablement en raison des réseaux de leurs parents, sans parler de la fréquentation de meilleures écoles. Les résultats montrent également qu'après l'épidémie de COVID-19, la probabilité de participer à la vie active est plus faible qu'avant l'épidémie de COVID-19. En effet, l'épidémie de COVID-19 a réduit la probabilité que les jeunes travaillent de 5 points de pourcentage. De manière surprenante, le fait de recevoir des transferts de fonds réduit la probabilité de participation des jeunes à la population active de 12 à 17 points de pourcentage. Ce résultat est similaire à celui des avantages de chômage dans les pays développés. Les bénéficiaires de ces avantages ont tendance à s'asseoir et à attendre au lieu de rejoindre la population active. Cependant, le fait de posséder des terres agricoles augmente la probabilité de participation des jeunes au marché du travail de 13 points de pourcentage.

Tableau 19 : Effet marginal pour la participation au marché du travail

	MLE		Heckman	
	ME	Pval	ME	Pval
Éducation (RC : aucune éducation)				
Primaire	0.283***	(0.000)	0.273***	(0.000)
Secondaire	0.305***	(0.000)	0.303***	(0.000)
Post-secondaire	0.232***	(0.001)	0.213***	(0.001)
Femme	0.174	(0.151)	0.170	(0.150)
Urbain	0.104***	(0.002)	0.070**	(0.034)
Taille du ménage	-0.012	(0.181)	-0.008**	(0.035)
À l'école	-0.745***	(0.005)	-0.586***	(0.008)
Âge en années	0.009**	(0.044)	0.009***	(0.020)
Indice de richesse (RC : très pauvre)				
Pauvres	0.028	(0.652)	0.096*	(0.045)
Non-pauvres	0.069	(0.352)	0.138**	(0.015)
Riche	0.054	(0.569)	0.173***	(0.007)
Les plus riches	0.024	(0.838)	0.170**	(0.032)
Après COVID-19	-0.036	(0.225)	-0.053*	(0.071)
A reçu des transferts de fonds	-0.124***	(0.001)	-0.174***	(0.000)
Possède des terres agricoles	-0.061	(0.255)	-0.131***	(0.000)
Observations	5,736		235.13	
Wald Chi(2)	156.6	(0.000)	235.13	(0.000)

Note : Les valeurs p sont entre parenthèses : *** p<.01, ** p<.05, * p<.1.

Les résultats du logit multinomial pour la participation des jeunes aux différents types d'emploi sont présentés dans le tableau 20, et leurs effets marginaux correspondants sont présentés dans le tableau 21.

Tableau 20 : Déterminants de l'équivalent temps plein des heures travaillées par semaine

	Femme	Homme
Éducation (RC : aucune éducation)		
Primaire	.665***	.391***
	(0.000)	(.007)
Secondaire	.648***	.771***
	(0.000)	(0.000)
postsecondaire	.874***	.875***
	(0.000)	(0.000)
Zone urbaine	-.026	-.017
	(.219)	(.384)
Taille du ménage	-.007	.054**
	(.769)	(.033)
À l'école	.378	.766***
	(.349)	(.005)
Âge en années	.005	.009
	(.549)	(.375)
Indice de richesse (RC : les plus pauvres)		
Quintile 2	.214**	-.085
	(.038)	(.463)
Quintile 3	.007	-.298***
	(.951)	(.01)
Quintile 4	.091	-.312***
	(.393)	(.006)
Quintile 5	.013	-.263**
	(.914)	(.029)
Après COVID-19	.161**	.207***
	(.011)	(.001)
A reçu des transferts de fonds	-.282***	.093
	(0.000)	(.283)
Possède des terres agricoles (oui)	.729***	-.006
	(0.000)	(.932)
Utilisateur de téléphone mobile enregistré	.006	-.037
	(.926)	(.58)

suite page suivante

Tableau 20 Continué

	Femme	Homme
<i>Indice de richesse (RC : les plus pauvres)</i>		
Membre d'un groupe agricole	-.248	-.143
	(.124)	(.466)
Constante	2.485***	2.353***
F-stat	14.92 (0.000)	7.69 (0.000)
Observations	2057	1769
R-carre	0.105	0.066

Note: Les valeurs-p sont entre parenthèses: *** p<.01, ** p<.05, * p<.1.

Participation des jeunes aux différents types d'emploi

Dans le tableau 21, nous constatons que les effets marginaux estimés fournissent des résultats mitigés sur l'association entre les niveaux d'éducation et la participation aux différents types d'emploi. Les résultats suggèrent que le fait d'avoir fait des études primaires réduit la probabilité de participation des jeunes à l'emploi agricole de 8,6 points de pourcentage, alors qu'il augmente la probabilité de participer à l'agriculture de subsistance de 6,7 points de pourcentage. De même, les résultats montrent que le fait d'avoir fait des études secondaires réduit la participation de 7,5 et 6,7 points de pourcentage à l'emploi agricole et à l'emploi salarié agricole, respectivement ; tandis qu'il augmente la probabilité de participation à l'emploi non salarié et à l'emploi de subsistance de 5,6 et 6,3 points de pourcentage, respectivement. Nos résultats montrent également que le fait d'avoir fait des études postsecondaires réduit la probabilité de participer à un emploi agricole et à un emploi salarié agricole de 8 et 9,3 points de pourcentage, respectivement, alors qu'il augmente la probabilité de participer à un emploi salarié non agricole de 18,5 points de pourcentage.

Il est intéressant de noter que nos résultats montrent que le fait d'être un homme réduit la probabilité de participer à un emploi agricole et à un emploi salarié agricole de 5 et 6,7 points de pourcentage, respectivement, alors qu'il augmente la probabilité de participer à un emploi indépendant non agricole et à un emploi de subsistance de 3,2 et 18,6 points de pourcentage, respectivement. De même, le fait de vivre dans des zones urbaines entraîne une réduction de la participation à l'emploi agricole de trois points de pourcentage, tandis que cela augmente la participation des jeunes à l'emploi indépendant de 3,1 points de pourcentage par rapport à leurs homologues vivant dans des zones rurales. Les résultats montrent en outre qu'un membre supplémentaire du ménage réduit la probabilité de participation des jeunes à l'emploi agricole de 0,6 point de pourcentage, tandis que le fait d'être scolarisé réduit la participation des jeunes au travail de 17,8 points de pourcentage. Par ailleurs, les résultats empiriques montrent que l'âge influence toujours la probabilité de participation des jeunes à la vie active. Les résultats montrent qu'une année supplémentaire dans l'âge du jeune réduit la probabilité de participer à un emploi de subsistance de 4,4 points de pourcentage.

Comme prévu, la situation de richesse a un effet significatif sur la participation des jeunes à la population active dans les différents types d'emploi. Comme on pouvait s'y attendre, le fait d'être pauvre augmente la probabilité de participation des jeunes à l'emploi salarié non agricole et à l'emploi de subsistance de 9,2 et 4,8 points de pourcentage, respectivement. De même, le fait de ne pas être riche augmente la participation à l'emploi non agricole de 3,3 points de pourcentage, et à l'emploi salarié non agricole et à l'emploi de subsistance de 6,9 et 8,8 points de pourcentage, respectivement. Mais le fait d'appartenir à un ménage riche réduit la probabilité de participer à un emploi salarié agricole de 4,4 points de pourcentage et augmente la probabilité de participer à un emploi salarié non agricole de 6,1 points de pourcentage, tandis qu'il réduit la probabilité de participer à un emploi de subsistance de 10,3 points de pourcentage. De même, l'après COVID-19 montre une probabilité positive pour les jeunes d'occuper un emploi salarié agricole de 5,2 points de pourcentage, un emploi salarié non agricole de 2,4 points de pourcentage et un emploi de subsistance de 6 points de pourcentage par rapport à l'avant COVID-19.

Les effets régionaux estimés révèlent une relation intéressante entre la résidence régionale et la participation des jeunes aux différents types d'emploi. Comparé aux jeunes de la région centrale, le fait de vivre dans la région orientale réduit la probabilité de participation des jeunes à l'emploi agricole de 16,7 points de pourcentage, tandis qu'il augmente la probabilité de participation des jeunes à l'emploi salarié agricole et à l'emploi de subsistance de 3,1 et 14,6 points de pourcentage, respectivement. De même, le fait de vivre dans le nord de l'Ouganda réduit la probabilité de participation des jeunes à l'emploi agricole et à l'emploi salarié agricole de 9,8 et 5,3 points de pourcentage, respectivement, tandis qu'il augmente la probabilité de participation des jeunes à l'emploi indépendant agricole de 6,9 points. Cette constatation corrobore nos résultats antérieurs, qui montrent que la plus grande proportion de la population engagée dans l'agriculture se trouve dans la région du Nord. Le tableau 21 montre en outre que les jeunes de la région de l'Ouest sont 10,2 et 7,2 points de pourcentage plus susceptibles de ne pas participer à des emplois agricoles et non agricoles que leurs homologues de la région du Centre.

Tableau 21 : Effets marginaux selon le type d'emploi

	Emploi à la ferme	Emploi salarié agricole	Emploi Indépendant non agricole	Emplois salarié non agricole	Emploi de subsistance à la ferme
Éducation (RC : aucune éducation)					
Primaire	-0.0864***	-0.0129	0.0465	-0.014	0.0668***
	(0.0235)	(0.0197)	(0.0286)	(0.0283)	(0.0209)
Secondaire	-0.0753***	-0.0669***	0.0229	0.0559*	0.0634**
	(0.0256)	(0.0204)	(0.0302)	(0.0295)	(0.023)
Post-secondaire	-0.0803**	-0.0932***	-0.0331	0.1847***	0.0219
	(0.0329)	(0.0227)	(0.0344)	(0.0368)	(0.0325)
Homme	-0.0498***	-0.0669***	0.0316**	-0.1007***	0.1858***
	(0.0093)	(0.0082)	(0.0115)	(0.011)	(0.0097)
Résidence (rurale)	-0.0298*	-0.0002	0.0121	0.0306**	-0.0127
	(0.015)	(0.0118)	(0.0139)	(0.0124)	(0.0149)
Taille du ménage	-0.0048*	-0.0023	-0.0028	0.0033	0.0067***
	(0.0023)	(0.0018)	(0.0027)	(0.0023)	(0.0021)
Statut scolaire	-0.0006	-0.0032	-0.0266	-0.1477	0.1781***
	(0.0229)	(0.0181)	(0.0367)	(0.0351)	(0.0213)
Âge	0.0243	0.0265	0.0254	-0.0326	-0.0437***
	(0.02)	(0.0161)	(0.0268)	(0.0237)	(0.0212)
Âge carre	-0.3772	-0.5112	-0.3281	0.5296	0.6868
	(0.409)7	(0.3325)	(0.5427)	(0.4845)	(0.4376)
Indice de richesse (RC : très pauvre)					
Quintile pauvre	-0.0074	-0.001	-0.0357	0.0922***	-0.048**
	(0.0159)	(0.0136)	(0.0238)	(0.0237)	(0.0193)
Quintile neutre	0.0379	-0.0328**	0.0135	0.0694***	-0.0879***
	0.0172	(0.014)	(0.0245)	(0.0238)	(0.0199)
Quintile riche	0.0278	-0.0404***	0.0579**	0.061**	-0.1063**
	(0.017)	(0.0138)	(0.0245)	(0.0236)	(0.0203)
Quintile le plus riche	0.0378	-0.0099	0.0623**	0.0743***	-0.1645***
	(0.0197)	(0.0172)	(0.0266)	(0.0248)	(0.0224)
Pendant COVID-19	-0.0524***	0.0104	-0.0235*	0.0059	0.0596***
	(0.0107)	(0.0087)	(0.0127)	(0.0121)	(0.0111)
Région(RC : Centrale)					
Orientale	-0.1625***	0.031**	-0.0203	0.0057	0.1461***
	(0.0157)	(0.0126)	(0.0159)	(0.0148)	(0.0174)
Nord	-0.098***	-0.0531***	0.0686***	-0.0026	0.0851
	(0.0174)	(0.0118)	(0.0194)	(0.0171)	(0.0178)
Ouest	-0.102***	0.013	-0.072***	0.0406**	0.1199***
	(0.0165)	(0.013)	(0.016)	(0.0164)	(0.0175)

suite page suivante

Tableau 21 Continué

	Emploi à la ferme	Emploi salarié agricole	Emploi Indépendant non agricole	Emplois salarié non agricole	Emploi de subsistance à la ferme
Secteur d'emploi					
Production	-0.1797*** (0.0173)	-0.1036*** (0.0149)	0.2225*** (0.0229)	0.1977*** (0.0221)	-0.1368*** (0.0182)
Services	-0.214*** (0.0134)	-0.1343*** (0.011)	0.2337*** (0.0156)	0.1632*** (0.014)	-0.0486*** (0.0135)
Reçu des transferts de fonds	-0.0147 (0.0126)	0.0335*** (0.0098)	-0.0024 (0.0136)	0.0478*** (0.0128)	-0.0642*** (0.0131)
Possède des terres agricoles (oui)	0.0575*** (0.0106)	-0.0642*** (0.0071)	-0.0745*** (0.0134)	-0.1358*** (0.0131)	0.2169*** (0.0097)
Utilisateur enregistré d'argent mobile	0.0175 (0.0111)	-0.0191** (0.0089)	0.0223* (0.0135)	-0.0071 (0.0129)	-0.0137 (0.0119)
Membre d'un groupe agricole	0.0635** (0.0284)	-0.0314 (0.0225)	0.0141 (0.038)	-0.0353 (0.0308)	-0.011 (0.0256)
Observations	5,879	5,879	5,879	5,879	5,879
Chi-carré	595.21 (0.000)				
Log-vraisemblance	5980.48				

Note : Les valeurs p sont entre parenthèses : *** p<.01, ** p<.05, * p<.1.

Les résultats montrent également que le secteur de l'économie est important pour l'emploi des jeunes. Par exemple, les résultats montrent que le secteur de la production réduit la probabilité de participation des jeunes à l'emploi de 18 et 10,4 points de pourcentage dans l'emploi agricole et l'emploi salarié agricole, respectivement ; tandis qu'il augmente la probabilité de participation des jeunes à l'emploi de 22,3, 19,8 et 13,7 points de pourcentage dans l'emploi non agricole, l'emploi non salarié et l'emploi de subsistance, respectivement. Les résultats montrent que le fait d'être dans le secteur des services réduit la probabilité de participation des jeunes à la vie active de 21,4, 13,4 et 4,9 points de pourcentage dans l'emploi agricole, l'emploi salarié agricole et l'emploi de subsistance, respectivement ; tandis qu'il augmente la participation des jeunes à la vie active de 23,4 et 16,3 points de pourcentage dans l'emploi non agricole et l'emploi non salarié, respectivement. De même, les résultats montrent que la possession de terres a une probabilité négative de participation des jeunes à la population active de 6,4 et 13,8 points de pourcentage dans l'emploi agricole et l'emploi salarié agricole, respectivement ; tandis qu'elle augmente la probabilité que les jeunes travaillent de 5,7, 7,5 et 21,7 points de pourcentage dans l'emploi agricole, l'emploi indépendant non agricole et l'emploi de subsistance.

5. Conclusion et recommandations politiques

L'objectif majeur de cette étude était d'entreprendre une analyse approfondie pour informer les décideurs politiques et les praticiens du développement sur les secteurs économiques ayant les multiplicateurs les plus élevés et le potentiel de créer des opportunités d'emploi. L'étude a utilisé les données de l'UNHS (2019/20) et de la MCS (2016/17). L'étude a utilisé une analyse descriptive et une approche par multiplicateur ainsi qu'une analyse de régression. Premièrement, en utilisant l'UNHS (2019/20), et en employant l'analyse des multiplicateurs, l'étude a examiné le potentiel d'emploi et les liens entre les différents secteurs qui créent des emplois décents pour les jeunes. Deuxièmement, l'étude analyse l'emploi des jeunes en utilisant les heures réelles travaillées plutôt que la simple participation aux secteurs en tenant compte du genre en utilisant les modèles Probit et Tobit et l'analyse de régression à deux étapes de Heckman.

L'analyse des multiplicateurs montre que les secteurs ayant de forts liens en amont et en aval sont : l'agroalimentaire, les cultures de rente, le tourisme, l'intermédiation financière et l'assurance, et les autres secteurs agricoles (comme la sylviculture). Ce sont les secteurs qui accéléreraient la production et la croissance économiques s'ils étaient soutenus en termes d'augmentation de la demande globale pour leurs produits. L'accélération de la production et de la croissance économiques impliquerait l'adoption de politiques qui transformeraient structurellement les secteurs faibles, les secteurs orientés vers l'arrière et les secteurs orientés vers l'avant en secteurs forts. Les secteurs orientés vers l'arrière, comme le café et le thé, seraient transformés en secteurs forts en soutenant l'ajout de valeur à leurs produits, en particulier avant leur exportation. Les secteurs avant-gardistes comme le transport et les cultures vivrières seraient transformés en secteurs forts en encourageant l'utilisation d'intrants nationaux. Les secteurs faibles comme l'industrie manufacturière seraient transformés en secteurs forts en soutenant l'utilisation d'intrants nationaux accompagnée de la production d'intrants intermédiaires pour d'autres secteurs. Il convient de noter que des secteurs tels que l'agro-industrie se sont avérés avoir de forts multiplicateurs de production, de forts multiplicateurs d'emploi pour les jeunes et les femmes, et de forts liens en amont et en aval avec d'autres secteurs. Ainsi, le soutien de ce secteur accélérerait la production et la croissance économique inclusive car il a une forte capacité à augmenter la production d'autres secteurs et à créer de nombreux emplois pour les jeunes travailleurs et travailleuses.

Les résultats montrent également que les jeunes femmes travaillent moins d'heures, en moyenne, que leurs homologues masculins par semaine. De plus, nous constatons que les femmes sont plus nombreuses à travailler dans des activités indépendantes non agricoles, tandis que les jeunes hommes sont principalement employés dans des activités salariées non agricoles. Les résultats indiquent également que le travail agricole emploie la plupart des jeunes par rapport aux autres secteurs. En outre, les résultats montrent que le travail indépendant non agricole est une source importante d'emploi pour les jeunes dans toutes les régions de l'Ouganda.

Nous avons constaté qu'environ un tiers de la valeur ajoutée nationale est attribuée aux comptes de la main-d'œuvre et des jeunes. La contribution des jeunes est largement due aux jeunes qualifiés. Les jeunes ajoutent plus de valeur ajoutée au secteur des services, suivi de l'industrie et enfin de l'agriculture. Les résultats montrent également que le secteur des services a les multiplicateurs de revenu du travail les plus élevés, suivi par l'industrie et l'agriculture, respectivement. La Vision 2040 pour l'Ouganda prévoit que la croissance sera largement induite par le secteur des services, suivi par le secteur industriel. Cela implique que, pour accélérer la croissance économique et la contribution des jeunes à la valeur ajoutée, le gouvernement doit adopter des politiques qui améliorent les compétences pertinentes des jeunes dans les secteurs donnés.

Les résultats ont également montré que la contribution de la main-d'œuvre féminine à la valeur ajoutée est plus importante dans le secteur des services, suivi par le secteur industriel et enfin dans le secteur agricole. Cela montre que les travailleuses ougandaises participent de plus en plus aux secteurs économiquement productifs. Il est donc nécessaire de continuer à améliorer les compétences des travailleuses pour leur permettre d'accroître leur participation dans des secteurs tels que l'industrie et les services, où la rémunération de la valeur ajoutée est plus élevée.

S'agissant des multiplicateurs de revenu du travail, les multiplicateurs de revenu des femmes sont plus élevés dans le secteur des services, suivi de l'agriculture et enfin de l'industrie. Pour soutenir l'amélioration des revenus des femmes en particulier, il est nécessaire de concevoir des politiques telles que la formation des femmes et d'encourager l'expansion de la production dans des secteurs tels que les cultures de rente (en particulier le thé et le café), l'agroalimentaire, l'industrie légère, la finance et l'assurance, et le tourisme. D'autre part, en ce qui concerne les jeunes en général, l'amélioration de leurs revenus nécessite de se concentrer sur la formation et l'augmentation de la productivité dans des secteurs tels que la production de cultures commerciales, l'industrie légère, la construction, l'agroalimentaire, les finances et les assurances, et le tourisme. Cependant, comme le gouvernement prévoit de former les jeunes à long terme, des politiques complémentaires pourraient être adoptées à moyen terme pour fournir des emplois aux jeunes non qualifiés par le biais de secteurs de soutien tels que l'agroalimentaire et l'augmentation de la production de cultures commerciales.

Dans l'ensemble, les politiques devraient être holistiques afin d'englober l'ensemble de la chaîne de valeur des secteurs identifiés. Par exemple, soutenir le secteur agricole pour débloquer le potentiel d'emploi des jeunes et des femmes nécessiterait des efforts

complémentaires d'investissement dans l'agro-transformation pour créer un marché et ajouter de la valeur aux produits agricoles. De même, l'industrialisation nécessiterait des investissements complémentaires dans les secteurs qui fournissent des intrants.

En outre, nos résultats empiriques sont donc révélateurs de la valeur potentielle de cinq grands domaines d'intervention susceptibles de promouvoir la création d'emplois décents et la participation des jeunes au marché du travail dans le pays :

- I. Premièrement, en contrôlant les caractéristiques personnelles, le choix de la profession des jeunes est fortement lié au niveau d'éducation et au lieu de résidence des jeunes. Les résultats indiquent que la participation des jeunes à la population active est fortement liée à l'urbanisation, ce qui souligne la nécessité pour les décideurs politiques de tenir compte du gradient rural-urbain dans l'élaboration des politiques du travail.
- II. Soutien à la formation et à la remise à niveau des jeunes dans les compétences requises par les secteurs à fort potentiel de création d'emplois, par le biais de compétences pratiques, de la création de centres d'incubation et du soutien aux jeunes qui créent des entreprises.
- III. Promouvoir la modernisation de l'agriculture et rendre le secteur attrayant pour les jeunes en soutenant l'agro-transformation, ce qui augmentera la demande de produits agricoles et fournira un marché pour les produits agricoles des jeunes.
- IV. Un « développement régional équitable » pour les zones urbaines et rurales en termes de routes, d'infrastructures de santé et d'éducation, de fourniture d'électricité afin de limiter l'exode rural qui pourrait à son tour exacerber le problème de l'emploi, mais au contraire fournir des opportunités d'emploi même dans les zones rurales.
- V. Les politiques visant à améliorer les revenus du travail pour les jeunes devraient se concentrer sur le soutien des secteurs suivants : production de cultures commerciales, industrie légère, construction, agroalimentaire, finances et assurances, et tourisme.

Un autre obstacle majeur à l'accès des jeunes et des femmes aux opportunités d'emploi est constitué par les fuites importantes dans certains des secteurs identifiés. Par exemple, environ un tiers de la production potentielle résultant d'une demande supplémentaire de biens industriels et environ un cinquième de la production potentielle dans le secteur des services s'échappent de l'économie, exportant ainsi des emplois. Cet obstacle pourrait être éliminé en soutenant la substitution des importations par des subventions aux entreprises qui utilisent des matières premières locales. Ceci, à son tour, augmenterait la valeur ajoutée qui, par l'effet multiplicateur et les liens en amont et en aval, augmenterait les opportunités d'emploi pour les jeunes.

Remarques

1. Dans certains cas, les produits du HS à six chiffres sont regroupés pour maintenir la cohérence dans le temps face aux révisions du HS.
2. Suivez ce lien pour une description de la méthodologie de l'UNHS: www.ubos.org

Références

- Action Aid. 2012. (2012). *Lost opportunity?: gaps in youth policy and programming in Uganda : western Uganda regional report*. Kampala, Uganda, Action Aid International Uganda.
- African Development Bank (AfDB). 2013. *African Economic Outlook 2013: Structural Transformation and Natural Resources*. Tunis: AfDB; Paris: OECD; New York: UNDP; and Addis Ababa: UNECA.
- Bandara, J.S. and S. Kelegama. 2008. “Compiling Input-Output (I-O) Tables and Social Accounting Matrices (SAMs) for Sri Lanka: Review of the progress, problems and the challenge”.
- Cheong, D., Y. Decreux and J. Spies. 2018. “Spotting export potential and implications for employment in developing countries”. International Labour Organisation.
- Cooray, A., D. Nabamita and S. Mallick. 2017. “Trade openness and labour force participation in Africa: The role of political institutions”. *Industrial Relations*, 56(2): 319–50.
- Devereux, S., and Sabates-Wheeler, R., 2007. Social Protection for Transformation. IDS Bulletin 38, 23–28.
- Filmer, D. and L. Fox. 2014. *Youth Employment in Sub-Saharan Africa*. Washington DC: The World Bank.
- Ghayad, Rand and William T. Dickens. 2012. “What Can We Learn by Disaggregating the UnemploymentVacancy Relationship?” Federal Reserve Bank of Boston Public Policy Brief 12–3.
- Hausmann, R., B. Cunningham, J. Matovu, R. Osire and K. Wyett. 2014. “How should Uganda grow?” CID Working Paper No. 275. Center for International Development at Harvard University, Cambridge, MA.
- Heckman, J.J. 1979. “Sample selection bias as a specification error”. *Econometrica*, 47(1), 153–61.
- International Labour Organization (ILO). 2017. *Global Employment Trends for Youth 2017: Paths to a Better Working Future*. Geneva, Switzerland: International Labour Organization.
- International Trade Centre (ITC). 2018. *Turning Export Potential into Employment: A Case Study for Jordan*. Geneva, Switzerland: International Trade Centre.
- Kheng, V., S. Sun and S. Anwar. 2017. “Foreign direct investment and human capital in developing countries: A panel data approach”. *Economic Change and Restructuring*, 50: 341–65.
- Kucera, D. 2019. “Methods for identifying potentially promising sectors for structural transformation: The case of Uganda”. Unpublished, August.

- Lin J.Y. and J. Xu. 2016. *“Applying the Growth Identification and Facilitation Framework to the Least Developed Countries: The Case of Uganda”*. CDP Background Paper No. 32 ST/ESA/2016/CDP/
- Llop Llop, M. 2005, *“Comparing Multipliers in the Social Accounting Matrix Framework”*. Department d'Economia, Universitat Rovira i Virgili.
- Miguel, E., Satyanath, S. and Sergenti, E. (2004) 'Economic Shocks and Civil Conflicts: An Instrumental Variable Approach'. *Journal of Political Economy*. 112(4): 725–753.
- Mwesigwa, A. 2014. Uganda's unemployed graduates held back by skills gap. *Guardian*. <https://www.theguardian.com/global-development/2014/jan/16/uganda-unemployed-graduates-held-back-skills-gap>.
- Ministry of Gender, Labour and Social Development (MoGLSD). 2018. Employment Diagnostic Analysis (EDA) Report for Uganda. Ministry of Gender, Labour and Social Development, ILO & SIDA.
- National Planning Authority (NPA). 2015. *Analytical Paper on Strategies for Employment Creation in Uganda*. Kampala: National Planning Authority.
- Parra, C.J. and Q. Wodon. 2009. *A Tool for the Analysis of Input-Output Tables and Social Accounting Matrices*. Washington, D.C.: The World Bank.
- Powell, A. C. 2014. Global Recovery and Monetary Normalization: Escaping a Chronicle Foretold? 2014 Latin American and Caribbean Macroeconomic Report. Washington, DC: Inter-American Development Bank.
- Pyatt, G. and J.I. Round. 1979. “Accounting and fixed price multipliers in a Social Accounting Matrix framework”. *The Economic Journal*, 89(356): 850–73.
- Pyatt, G. and J.I. Round. 2006. “Multiplier effects and the redistribution of poverty”. In *Conference in Honor of Erik Thorbecke*. Springer. pp. 233–259. Ithaca, NY: Cornell University.
- Randriamamonjy, J. and Thurlow, J. (2019). Social Accounting Matrix for Senegal. A Nexus Project SAM, International Food Policy Research Institute.
- Round, J.I. 2006. Social Accounting Matrices and SAM-based Multiplier Analysis. D.O. Economics, University of Warwick, United Kingdom.
- Thurlow, J. (2006). 'Has Trade Liberalization in South Africa Affected Men and Women Differently?' DSGD discussion paper 36. Washington, DC: International Food Policy Research Institute (IFPRI).
- Thompson, R (2011), Individualisation and social exclusion: The case of young people not in education, employment or training. *Oxford Review of Education* 37(6): 785–802.
- Uganda Bureau of Statistics [UBoS], 2017. *Uganda National Household Survey (UNHS) 2016/17*. Uganda Bureau of Statistics. Kampala: Government of Uganda.
- Uganda Bureau of Statistics (UBoS), 2019/20). *Uganda National Household Survey*, Kampala: Government of Uganda
- Uganda Bureau of Statistics (UBoS). 2017. *Uganda National Labour Force Survey (UNLFS) 2016/17*. Uganda Bureau of Statistics. Kampala: Government of Uganda.
- United Nations (UN). 2015. “Global Sustainable Development Report 2015. Division for Sustainable Development, New York, June.

- Urdal, H. (2012) 'A Clash of Generations? Youth Bulges and Political Violence'. Expert Paper No 2012/1, United Nations Population Division, New York. Available at: http://www.un.org/esa/population/publications/expertpapers/Urdal_Expert%20Paper.pdf (Accessed 2022 May 2012).
- Urdal, H. (2006) 'A Clash of Generations? Youth Bulges and Political Violence'. *International Studies Quarterly*. 50(3): 607–630.
- Van den Broeck, G. and T. Kilic. 2019. “Dynamics of off-farm employment in sub-Saharan Africa: A gender perspective”. *World Development*, 119: 81–99.
- Van Waeyenberge, E. and H. Bargawi. 2018. *Macroeconomic Policy-making, Growth and Employment in Uganda: Plus ça Change?* Geneva, Switzerland: International Labour Organization.
- World Bank. 2015. *Empowering Uganda's Youth to Be Job Creators*. Washington, D.C.: The World Bank.

Annexe : Dérivés détaillés du modèle de multiplicateur pour les MCS

Supposons que la quantité de production du secteur i nécessaire à la production de la production X_{ij} du secteur j est proportionnelle à la production X_j du secteur j . Cette hypothèse nous permet de générer les coefficients techniques de Leontief a_{ij} . La relation entre ces coefficients et la production X_j du secteur j est la suivante

$$X_{ij} = a_{ij} X_j \quad i, j = 1, \dots, n \quad \dots \dots \dots \quad (A1)$$

Nous associons maintenant la demande totale à l'offre totale à l'équilibre comme suit :

$$X_i = \sum_{j=1}^n X_{ij} + F_i, \quad i = 1, \dots, n \quad \dots \dots \dots \quad (A2)$$

X_{ij} Représente la demande intermédiaire

F_i Désigne la demande finale

Nous substituons maintenant (A1) dans (A2) pour obtenir l'équation A3.

$$X_i = \sum_{j=1}^n a_{ij} X_j + F_i, \quad i = 1, \dots, n \quad \dots \dots \dots \quad (A3)$$

L'équation A3 montre la relation entre la demande finale et la production. Cette relation est également valable lorsque nous analysons les évolutions, ce qui nous permet d'évaluer l'impact d'un changement exogène sur les variables endogènes. Ceci est illustré comme suit :

$$\Delta X_i = \sum_{j=1}^n a_{ij} \Delta X_j + \Delta F_i, \quad i = 1, \dots, n \quad \dots \dots \dots \quad (A4)$$

ΔX_j Représente la variation de la production du secteur i

ΔF_i Indique la variation de la demande finale

Pour générer le modèle du multiplicateur, simplifions d'abord l'équation A3 et affichons-la sous forme de matrice comme suit :

$$X = AX + F \quad \dots \dots \dots (A5)$$

Ainsi, le modèle de multiplicateur serait dérivé comme indiqué par l'équation A6.

$$(I - A)X = F \rightarrow X = (I - A)^{-1}F \quad \dots \dots \dots (A6)$$

Où :

F est un vecteur de la demande finale

X est un vecteur de production

I est une matrice d'identité avec des uns sur la diagonale et des zéros ailleurs.

$(I - A)^{-1}$ est la matrice du multiplicateur que nous utilisons pour calculer les variations de la production sectorielle suite aux changements de la demande finale. Une fois que nous avons dérivé les changements dans les comptes endogènes, nous les utilisons pour dériver d'autres comptes comme l'emploi. Par exemple, si b_{kj} est la quantité de travail nécessaire pour produire une unité du produit j , alors la variation de la main-d'œuvre due au choc serait saisie par:

$$\Delta L_k = \sum_{j=1}^n b_{kj} \Delta X_j, \quad k = 1, \dots, s \quad \dots \dots \dots (A7)$$



Mission

Renforcer les capacités des chercheurs locaux pour qu'ils soient en mesure de mener des recherches indépendantes et rigoureuses sur les problèmes auxquels est confrontée la gestion des économies d'Afrique subsaharienne. Cette mission repose sur deux prémisses fondamentales.

Le développement est plus susceptible de se produire quand il y a une gestion saine et soutenue de l'économie.

Une telle gestion est plus susceptible de se réaliser lorsqu'il existe une équipe active d'économistes experts basés sur place pour mener des recherches pertinentes pour les politiques.

www.aercafrica.org/fr

Pour en savoir plus :



www.facebook.com/aercafrica



www.instagram.com/aercafrica_official/



twitter.com/aercafrica



www.linkedin.com/school/aercafrica/

Contactez-nous :

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique
African Economic Research Consortium

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique

Middle East Bank Towers,

3rd Floor, Jakaya Kikwete Road

Nairobi 00200, Kenya

Tel: +254 (0) 20 273 4150

communications@ercafrica.org